ISSN 0024-7650

L'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1973 - 26 mai 2006 - prix : 1 €

Sogerma, Dim... fermetures et licenciements

Ne pas accepter la loi du profit !

p. 11 à 15

Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Tchad :

AFP

Les guerres qu'ils mènent ailleurs, ils les mènent aussi contre nous

p. 3

3, 4 et 5 Juin à Presles

Tous à la Fête !

LO

p. 7 à 10

M 06189 - 1973 - F: 1,00 €

Sommaire

Leur société

p. 4 ■ Sarkozy en Afrique de l'Ouest
■ Immigration clandestine aux Canaries

p. 5 ■ Les idées de Ségolène Royal
■ Seillière veut le beurre et l'argent du beurre
■ La colonisation vue par les livres scolaires

p. 6 ■ Baisse des moyens pour l'Éducation
■ Le préfet de l'Eure contraint d'annuler une expulsion
■ École maternelle Pivert (Paris 11e)

Tribune

p. 6 ■ L'impérialisme américain peut-il être défait en Irak ?

Tout sur la Fête

p. 7 à 10

Dans les entreprises

p. 11 ■ Sogerma - Mérignac
■ Stora - Corbehem
■ Dim - Autun

p. 12 ■ Hôpital de Belfort
■ Maty - Besançon
■ La Poste - Centre de Chèques Limoges
■ Cluses - Vallée d'Arve
■ Le reclassement des chômeurs

p. 13 ■ Mittal Steel - Gandrange
■ Renault - Flins
■ SNCF - Ateliers de Quatre-Mares

p. 14 ■ Vittel et Contrexéville
■ Saint-Gobain Pont-à-Mousson
■ Centre de formation du bâtiment Clermont-Ferrand
■ Formation pour adultes Nantes
■ Grève à la médiathèque de Noisy-le-Grand

p. 15 ■ AZF - Toulouse
■ Port pétrolier - Givors
■ Fermetures d'entreprises dans la Nièvre
■ Conseil municipal de Saint-Chamond

Dans le monde

p. 16 ■ L'indépendance de la Serbie Monténégro
■ Les troupes impérialistes en Afghanistan

• Après le référendum de Stains

Pour le droit de vote des étrangers !

Après celle de Saint-Denis en mars dernier, la municipalité PCF de Stains organisait à son tour dimanche 21 mai un référendum sur le droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections locales et nationales.

Cette campagne et le vote ont rencontré un écho certain, bien que la préfecture ait déclaré par avance ce référendum illégal, ce qui n'avait de quoi étonner personne puisque des étrangers n'appartenant pas aux pays de la communauté européenne étaient conviés aux urnes, un millier s'étant inscrit sur des listes complémentaires.

2 900 personnes (18 % des électeurs) ont participé au vote et plus de 1 900 ont répondu « oui » au droit de vote aux élections locales (65,9 %) et 1 649 (57,4 %) « oui » au droit de vote aux élections nationales. Il serait en effet juste et légitime que les résidents étrangers, qui sont pour la plupart des travailleurs, installés, vivant et travaillant ici parfois depuis des années, puissent participer à tous les scrutins, qu'ils soient locaux ou nationaux, et soient éligibles.

Les partis de droite ont dénoncé et boycotté les référendums sur la question au nom de leur illégalité, aussi bien à Saint-Denis qu'à Stains. Mais c'était un prétexte. Le Parti Socialiste n'a été guère plus audacieux. Il n'évoque dans son actuel *« Projet socialiste »* en vue de l'élection présidentielle de 2007 que le *« droit de vote aux étrangers aux élections locales »*. Dans le référendum de Stains, le PS local a d'ailleurs appelé à s'abstenir sur la question du droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections nationales.

Dans d'autres municipalités populaires de Seine-Saint-Denis, comme le Blanc-Mesnil, Aubervilliers, La Courneuve ou Bobigny, l'organisation de référendums sur le même sujet est annoncée. De telles campagnes permettent de dénoncer sinon de mettre fin à l'injustice qui prive des milliers de familles de travailleurs du droit de choisir ceux qui vont décider de leur sort, au nom « du peuple » de surcroît.

Lutte Ouvrière soutient bien entendu les initiatives de ces municipalités. Certes, le droit de voter et d'être élu est loin d'être suffisant pour changer le sort de ceux qui en bénéficient. Les femmes qui n'ont le droit de vote que depuis 1945 n'ont pas vu leur position considérablement s'améliorer depuis. Mais il est inacceptable qu'une partie de la classe ouvrière reste à l'écart de ce droit.

3-4-5 juin : pour se rendre à la fête de Lutte Ouvrière à Presles (Val-d'Oise)

De nombreux voyages collectifs sont organisés. Nous publions ce qui nous est parvenu, mais on peut aussi se renseigner auprès de nos camarades locaux.

Auvergne

Clermont-Ferrand
samedi 3 juin 6 heures
Ancienne gare routière

Bretagne

Saint-Brieuc
samedi 3 juin 5 heures
place de la Liberté

Rennes
samedi 3 juin 6 heures
Parking du lycée Descartes (métro Poterie)

Nantes
samedi 3 juin 7 heures
Haluchère

Saint-Nazaire
samedi 3 juin 6 heures
Place de la Gare

Bourgogne

Dijon
vendredi 2 juin 18 heures
parking de l'ANPE, rue des Corroyeurs
samedi 3 juin 8 heures
parking de l'ANPE, rue des Corroyeurs

Centre

Blois
samedi 3 juin 8 heures
Aire de Blois-Ménars

Châteauroux
samedi 3 juin 6 h 30
Parking de l'Escale

Montargis
samedi 3 juin 7 h 30
Place du Pâtis

Orléans
samedi 3 juin 7 h 15
Centre Commercial Emile-Zola (près de la prison)

Tours
samedi 3 juin 7 h 15
Gare routière

Vierzon
samedi 3 juin 7 h 15
Lycée Technique (N20)

Limousin

Limoges
samedi 3 juin 5 heures
Haut du Champ de juillet

Nord-Pas de calais

Dunkerque
samedi 3 juin 6 heures
Parking du stade Tribut

Lille
samedi 3 juin 7 heures
Porte-d'Arras

Lille
dimanche 4 juin 7 heures
Porte-d'Arras

Poitou-Charentes

Châtellerault
samedi 3 juin 7 heures
Autoroute - entrée nord

La Rochelle
samedi 3 juin 5 heures
Parking de l'Aquarium (côté gratuit)

Poitiers
samedi 3 juin 6 h 30
Autoroute - entrée nord

Rhône-Alpes

Lyon
samedi 3 juin 5 h 30
Métro Laënnec, angle bd Ambroise Paré/rue Laënnec

… et en Région parisienne

AVEC LES NAVETTES D'AUTOCARS (gratuits) : des navettes spéciales et gratuites de bus partent de la station de métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) jusqu'à l'entrée de la fête. Elles circuleront à partir de 8 h 30 samedi 3 juin, dimanche 4 juin et lundi 5 juin. Départ toutes les 20 minutes. Retours assurés pendant les horaires d'ouverture de la fête (y compris pendant la nuit du bal de dimanche à lundi, toutes les heures).

EN TRAIN (payants) : de la gare du Nord à la gare de Presles (prendre la direction Persan-Beaumont par Montsoult). Départ environ toutes les heures. Durée du trajet : 37 mn. La gare de Presles est à 900 m de la fête.

EN VOITURE : prendre l'autoroute A1 depuis Porte de la Chapelle, puis la sortie n° 3 et la N1 vers Beauvais. À 20 km, prendre à droite la D78 vers Presles où le parcours est fléché. Cependant le stationnement dans la petite ville de Presles est très difficile et nous conseillons de prendre les transports en commun pour, en plus, éviter les nuisances pour les Preslois.

(Voir notre « spécial fête » en pages centrales)

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : *« Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière »* et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :.....Prénom : .....
Adresse :.....
Code postal :.....Ville :.....

Ci-joint la somme de :.....
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	**6 mois**	**1 an**	**10 numéros**
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

L'éditorial
d'Arlette Laguiller
Éditorial des bulletins d'entreprise
du 22 mai

Les guerres qu'ils mènent ailleurs, ils les mènent aussi contre nous

Deux militaires français des forces spéciales opérant sous commandement américain ont été tués samedi 20 mai en Afghanistan, et un troisième blessé, lors d'affrontements dans le sud du pays. L'information a été donnée par la presse en même temps que celle d'une intensification des combats dans ce pays où la situation ressemble de plus en plus à celle de l'Irak.

Tout cela rappelle que si Chirac s'est vanté à l'époque de son refus de s'engager, derrière les États-Unis, dans la guerre contre l'Irak, les troupes françaises participent bel et bien à une autre guerre dans la région, celle que les puissances occidentales mènent en Afghanistan depuis cinq ans.

Pour appuyer les troupes terrestres, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* croise dans la mer d'Oman et les Mirage et autres Super-Etendard, chers au cœur de Dassault, survolent l'Afghanistan pour lâcher leurs missiles. L'Afghanistan n'ayant pas de façade maritime, cela implique le survol d'un autre pays, le Pakistan. À en juger par la somme corsée qu'a coûté le seul déplacement d'un autre porte-avions, le *Clemenceau*, pourtant désarmé celui-là, on devine ce que ces aventures militaires coûtent au budget !

Et tout cela pourquoi ? Pour aider le peuple de ce pays dans la guerre civile menée par des intégristes musulmans, les talibans ? Mais les armées occidentales ne font qu'ajouter la guerre à la guerre. Comme le disait un pilote basé sur le porte-avions, interviewé à la télévision : *« Nous, on lâche les missiles là où on nous demande de les lâcher, on ne sait pas ce qu'il y a en dessous. »* Mais, en dessous, ce sont des villages, des enfants, des femmes et des hommes qui meurent sous les missiles d'armées qui prétendent les défendre !

Est-ce pour rétablir la démocratie, comme l'ont affirmé les grandes puissances lorsqu'elles sont intervenues en 2001 ? Mais l'Afghanistan n'est pas devenu plus démocratique depuis que leurs armées y sont. Le pays continue à être soumis à la dictature des seigneurs de guerre. Quant aux femmes, voilées et opprimées qu'elles étaient sous la dictature des talibans, voilées et opprimées elles restent. Et les conditions d'existence de la population, une des plus pauvres d'Asie, ne se sont en rien améliorées. Car, si les grandes puissances consacrent des sommes considérables à leurs dépenses militaires, elles ne consacrent rien à la population elle-même, pas même pour reconstruire un pays transformé en champ de ruines par des guerres qui se succèdent.

Après les sanglants incidents de la Côte-d'Ivoire et la récente intervention de l'aviation française pour aider le dictateur du Tchad, l'intensification de la guerre en Afghanistan rappelle la présence de troupes françaises aux quatre coins du monde.

Puissance de seconde zone, la France n'en demeure pas moins une puissance colonialiste. Ses troupes sont présentes en Afghanistan, comme elles l'étaient hier dans l'ex-Yougoslavie, avec comme principal objectif d'assurer à la diplomatie française au moins un strapontin dans le concert des pays décidant de l'avenir du monde. Ailleurs, en Afrique en particulier, l'armée française est présente pour préserver une zone d'influence afin que Bouygues, Bolloré et d'autres continuent à garder la mainmise économique sur les anciennes colonies.

La bourgeoisie qui réalise l'essentiel de ses profits par l'exploitation des travailleurs ici en France, continue à les réaliser aussi en pillant ses anciennes colonies, principalement en Afrique. Les ressortissants de ces pays, appauvris par l'impérialisme, n'ont bien souvent pas d'autre recours pour survivre que l'émigration, parfois au péril de leur vie. Et ici, à leur exploitation sur les chaînes de production ou dans le bâtiment s'ajoutent les lois anti-immigrés. Ce n'est pas pour rien que Sarkozy, qui vient de faire un tour au Mali et au Bénin, a été accueilli par des manifestations hostiles.

Le pillage des pays pauvres et les bases militaires pour le permettre, l'exploitation ici, les lois contre les immigrés constituent un tout. Les guerres que notre impérialisme mène à des milliers de kilomètres nous concernent aussi.

Arlette LAGUILLER

• Dette de l'État

Par ici la monnaie !

Le ministre de l'Économie, Thierry Breton, *« s'engage à réduire la dette de l'État d'au moins deux points du produit intérieur brut »*. Ne pas le faire, a-t-il déclaré le 19 mai, *« mettrait en péril la solidarité intergénérationnelle »*. Cela aboutirait, a-t-il ajouté, à léguer aux nouvelles générations une dette insupportable et des remboursements impossibles à assurer.

Quand un ministre en appelle « à nos enfants », on peut être certain au moins d'une chose : c'est qu'il veut faire passer la pilule de nouveaux et importants sacrifices auprès de la population.

Car c'est bien cela dont il s'agit. Certes, la dette de l'État représenterait actuellement 66,6 % du produit intérieur brut. Autrement dit, les deux tiers des richesses produites chaque année. C'est évidemment énorme.

Mais la présentation faite par le ministre oublie un point qui n'est pas de détail. Cette dette, à qui a-t-elle profité ? Et à qui continue-t-elle de profiter ? Car enfin, elle ne tombe tout de même pas du ciel.

En fait, ce sont les cadeaux innombrables et en tout genre faits au patronat par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, depuis une trentaine d'années, qui ont creusé le trou de l'endettement public, et qui font qu'il ne cesse d'enfler. Ces cadeaux, les patrons les ont empochés. Mais c'est la population travailleuse qui les a payés, par ses impôts. Et c'est encore elle qui les paye sous une autre forme, par les réductions incessantes des services publics, puisque, la dette étant énorme, on nous dit qu'il faudrait réduire le train de vie de l'État.

Car c'est toujours les mêmes dont on exige des sacrifices, ceux qui ne sont pour rien dans cette dette, alors que les seuls à en bénéficier ne sont jamais mis à contribution : le patronat, les possédants, sans oublier les banques, qui s'enrichissent en faisant crédit à l'État, et sans prendre de risque car celui-ci sait toujours présenter la note à la population.

Et pour réduire cette dette, comme dit le ministre, que sort-il de son chapeau ? Il annonce qu'il va y consacrer prioritairement les recettes des privatisations et cessions d'actifs de l'État. Entre la privatisation des autoroutes fin 2005, celle annoncée d'Aéroports de Paris et la vente de parts de l'État dans Alstom, il y en aurait pour 12 milliards d'euros. Ce joli pactole soustrait aux caisses de l'État filera donc dans les poches des banquiers, tandis que des actionnaires privés récupéreront des entreprises édifiées et renflouées par les impôts prélevés sur la population !

En clair, sous prétexte de réduire la dette de l'État, on l'alourdit avec les mêmes méthodes et au profit de ceux-là mêmes qui l'ont creusée !

Pierre LAFFITTE

• Sarkozy en Afrique de l'Ouest

Quand élection rime avec loi contre l'immigration

Le voyage de Sarkozy au Mali et au Bénin, en Afrique de l'Ouest, les 17, 18, 19 mai, avait disait-on pour objectif de présenter sa nouvelle loi sur l'immigration aux chefs d'État des pays concernés. En fait, Sarkozy a continué sa campagne électorale au travers de ce voyage. Et au Mali comme au Bénin, il a été reçu comme il le méritait par des manifestants indignés, considérant sa visite et sa politique anti-immigrés en France comme une provocation à l'égard des populations pauvres d'Afrique.

Les gouvernements de ces deux pays, eux, ont manifesté tous les égards à Sarkozy, et l'ont même accueilli en grande pompe, comme le chef d'État qu'il souhaite devenir. Ministres et chefs d'État maliens et béninois se sont bornés à des critiques feutrées. On ne mord pas la main de celui qui vous garantit votre trône. Cela n'a pas été le cas de bien des associations, de militants des droits de l'homme, voire de certains députés, qui n'entendaient pas laisser Sarkozy vanter son projet, où il flirte avec la xénophobie, sans réagir. À Bamako, le rassemblement devant la Bourse du travail, à l'initiative des organisations de jeunes, de partis politiques d'opposition, de syndicats et d'associations d'expulsés de France et d'Europe, a été dans un premier temps interdit. Cette interdiction a été finalement levée et les manifestants ont pu exprimer leur indignation et leur colère, réclamant le départ de « Sarkozy le raciste » et l'abrogation de sa loi anti-immigrés. Le même accueil au Bénin : petits fours, fanfares et honneurs dans les salons présidentiels ; slogans anti-Sarkozy, sentiments de révolte dans les manifestations de rues de la capitale, Cotonou. Là également, le pouvoir a déployé d'impressionnants dispositifs de sécurité pour protéger les bâtiments officiels où était reçu Sarkozy.

Devant un parterre de privilégiés du régime triés sur le volet, Sarkozy s'est lancé dans des déclarations d'autant plus creuses qu'elles n'engagent à rien, ou à si peu, comme sur l'aide au retour des immigrés (dérisoire, 1 000 euros par clandestin qui accepterait de repartir), sur l'amitié franco-africaine, égratignant au passage les réseaux mafieux de ses prédécesseurs (dont il bénéficie lui aussi), multipliant les promesses d'aide au développement et surtout les contre-vérités.

D'Argenteuil à Bamako, personne ne peut être dupe du cinéma électoral de Sarkozy. Sa loi anti-immigrés ne tarira pas les flux migratoires en provenance d'Afrique et vers l'Europe ; elle ne fera qu'aggraver le sort de ces émigrés, futurs clandestins. Comme le rappelait un manifestant malien : *« Sarkozy est en campagne. Il vient comme pour dire à l'électorat français : " Regardez, je fais voter une loi pour durcir les conditions d'entrée en France des étrangers et vous voyez, je vais sans problèmes dans leur pays " »* ! La loi de Sarkozy n'a pas d'autre objectif que de spéculer sur le racisme, les préjugés xénophobes et réactionnaires d'une partie de l'électorat d'extrême droite qu'il convoite.

René CYRILLE

Mensonges et contre-vérités de Sarkozy

Au cours de ce voyage, Sarkozy n'y est pas allé de main morte pour laisser percer son mépris à l'égard des pauvres, et même des gouvernements. Il a affirmé solennellement que *« la France économique n'a pas besoin de l'Afrique. Les flux entre la France et l'Afrique représentent 2 % de notre économie »*. Si tel était le cas, pourquoi la France n'a-t-elle jamais quitté économiquement et militairement ses anciennes colonies ? À quelle fin la France maintient-t-elle un dispositif armé permanent, comme au Tchad ou à Djibouti ? Si ce n'est pour défendre les intérêts des sociétés françaises grandes ou moins grandes ?

Le ministre de l'Intérieur a ajouté qu' *« il n'existe pas de compagnies minières françaises en Afrique et les entreprises françaises présentes en Afrique sont surtout spécialisées dans les services »*. Il précise qu'*« il n'y a en réalité qu'un petit nombre de grands groupes français qui réalisent une part importante de leurs activités en Afrique »* comme *« Bouygues, Air France, Bolloré, qui n'ont pas besoin de la diplomatie française pour exister et se développer en Afrique »*. La réalité est quelque peu différente. Bolloré contrôle la totalité du transport ferroviaire et maritime en Afrique de l'Ouest, l'exploitation du bois, et a des intérêts dans de multiples secteurs économiques. Mais voilà, dès que les affaires tournent mal, les investissements des entreprises françaises privées dans ces pays « à risques » sont garantis par un organisme d'État, la Coface, qui intervient pour limiter leurs pertes. Et si la situation empire, le gouvernement français envoie les troupes, comme en Côte-d'Ivoire, pour préserver justement les intérêts des Bouygues et consorts. Sarkozy ne parle pas des grandes banques françaises qui toutes ont pignon sur rue dans ces pays.

Pour illustrer son propos, Sarkozy évoque deux pays africains où le groupe Total réalise, paraît-il, l'essentiel de sa production : le Nigeria et l'Angola, deux pays non francophones dit-il ! Comme si le fait d'exploiter les richesses de deux anciennes colonies de la Grande-Bretagne et du Portugal signifiait que Total ne pille pas celles de l'ancien empire colonial français. Comme c'est le cas au Congo Brazzaville où Elf, compagnie pétrolière française, faisait la pluie et le beau temps, pillait le pétrole congolais, et continue de le faire après sa fusion avec Total, ayant même remis en selle le dictateur Denis Sassou Nguesso au prix d'une guerre civile qui a fait plusieurs centaines de milliers de morts. Comme c'est le cas aussi au Gabon, ce petit État pétrolier à la tête duquel se trouve le dictateur-président Omar Bongo, totalement inféodé au gouvernement français !

Alors, il faut l'arrogance d'un Sarkozy pour prétendre que l'Afrique, et donc ses peuples ne comptent pas économiquement pour la bourgeoisie française, surtout après avoir pillé sans vergogne pendant des siècles les richesses du sous-sol africain durant la colonisation et exploité une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci.

R.C.

• Immigration clandestine aux Canaries

L'Europe fermée aux victimes de ses pillages

Depuis des semaines aux îles Canaries, on assiste à l'arrivée continue d'immigrants clandestins dans des embarcations de fortune, au bord de l'épuisement.

Venus des pays africains situés au sud du Sahara, ils sont interpellés par les services de sécurité espagnols. Ils ont été plus de mille en quelques jours,7 500 depuis janvier. Alors que le chiffre record avait été de 10 000 pour l'ensemble de l'année 2002. Ce sont les interventions brutales de la police marocaine contre les candidats à l'immigration, en particulier autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila, qui ont amené à ce déplacement du flux des candidats à l'immigration venus d'Afrique de l'Ouest. Désormais les passeurs tentent de franchir les quelques centaines de kilomètres qui séparent la Mauritanie des Canaries, îles appartenant à l'Espagne et donc faisant partie de l'Union européenne.

Le vendredi 12 mai à Nice, la 12e conférence des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée occidentale s'est ouverte sur l'objectif de *« développer la coopération opérationnelle contre l'immigration illégale »*. Cette conférence réunissait d'un côté les pays d'Europe, Espagne, France, Italie, Malte, Portugal, face à ceux d'Afrique, Algérie, Tunisie, Libye, Maroc et Mauritanie. La seule action des représentants de la riche Europe aura donc été de demander la coopération policière aux autres pays. Outre la chasse aux immigrés venus d'Afrique de l'Ouest, ces gouvernements devraient s'en prendre à leur propre population, dont une part toujours plus grande cherche à fuir la misère et le chômage endémique en émigrant vers les citadelles impérialistes.

Mais ceux qui tentent de fuir la misère, qu'ils viennent de Sierra Leone, de Guinée-Bissau, du Sénégal ou de Mauritanie, comme ceux qui ont été interceptés aux Canaries, viennent de pays qui ont été pillés et qui le sont encore. Ils l'ont été hier par les colonisateurs, français, espagnols ou portugais, et le sont aujourd'hui par les grands groupes industriels et financiers occidentaux.

AFP

Car même dans les plus pauvres des pays africains, ceux où le revenu par habitant est le plus bas, les capitalistes occidentaux arrivent à s'enrichir sur le dos d'une population pourtant déjà exsangue. Et c'est toute l'Afrique qui doit subir la dictature économique des pays occidentaux qui achètent les productions à des prix toujours plus bas, en revendant toujours plus cher leurs produits industriels ou même agricoles.

C'est cette emprise toujours plus forte qui précipite des populations toujours plus nombreuses dans la détresse économique, et augmente le nombre de candidats à l'immigration à tout prix et dans n'importe quelles conditions. Tous les règlements que brandiront les pays européens pour y faire face n'y changeront rien.

Paul SOREL

• Propagande patronale

Seillière veut le beurre et l'argent du beurre

Le cabinet d'audit américain KPMG a publié une étude indiquant que la France est l'un des pays développés les moins chers pour l'implantation de sociétés nouvelles, parce que le coût réel du travail y est plus bas que dans les pays comparables.

Le résultat de cette étude tient peut-être au fait qu'elle a été commandée par Christiane Lagarde, ministre déléguée au Commerce extérieur et à « l'Attractivité », chargée justement d'attirer les capitaux étrangers en France, mais il recouvre une certaine réalité. Les patrons français, et leur grand prêtre Seillière, ont beau répéter que le fisc, la Sécurité sociale, les « charges », les fonctionnaires, les syndicats, les salariés, les chômeurs, les grèves, les jours fériés, les 35 heures, la sécheresse, l'humidité, les attentats, les manifestations, la grippe aviaire et bien d'autres fléaux encore, les égorgent, il se trouve quand même des capitalistes étrangers pour investir dans ce prétendu enfer.

Ces investisseurs sont entre autres attirés par la productivité horaire du travail. Elle est devenue la deuxième au monde, juste après celle de la Norvège. Cette augmentation de la productivité a été obtenue en faisant faire le même travail, ou plus de travail, par moins d'ouvriers, c'est-à-dire en augmentant l'exploitation des travailleurs. Cela s'est automatiquement traduit par un plus grand nombre de chômeurs d'un côté, et des conditions de travail plus difficiles et plus éprouvantes de l'autre. Et par une augmentation sensible des profits pour les capitalistes, ce qui était le but recherché.

Un autre aspect de l'étude de KPMG souligne que c'est l'existence de services publics et de services sociaux qui expliquerait la « modération salariale » en France. Cela serait particulièrement vrai pour les cadres. En effet, dans les pays où, par exemple, les études supérieures sont privées et extrêmement onéreuses, il faut verser aux cadres des salaires qui leur permettent d'envoyer leurs enfants à la fac. Mais si on laisse faire patronat et gouvernements, il n'y aura bientôt plus d'école publique... sans que les salaires des cadres augmentent pour autant, sans même parler de ceux de l'ensemble des travailleurs.

Ernest-Antoine Seillière, ex-président du Medef et actuel président de Medef-international, interrogé le 22 mai sur France Inter, s'est félicité des « résultats » obtenus par l'économie française, c'est-à-dire des profits engrangés par ses pairs, et a reconnu bien volontiers que les capitaux étrangers s'investissaient dans le pays parce qu'ils y trouvaient leur compte. Il n'y a pour lui aucune contradiction entre dire, et même clamer et répéter, que le coût du travail est trop élevé, lorsqu'il s'agit d'obtenir des réductions de charges de la part de l'État et dire que les ouvriers sont peu coûteux et les infrastructures satisfaisantes lorsqu'il s'agit d'attirer des investisseurs étrangers. Seillière, en dépit de ses grands airs et de sa suffisance, fait comme tous les marchands de salades. La même laitue est dite fanée lorsqu'il l'achète et récoltée du jour lorsqu'il la vend.

Paul GALOIS

• La colonisation vue par les livres scolaires

La barbarie coloniale souvent passée sous silence

Le récent débat sur le colonialisme qu'a relancé la loi du 23 février 2005 a montré qu'encore aujourd'hui certains essaient de justifier tout un passé fait de pillages et de massacres.

Il y a peu, une quarantaine de députés, en riposte à la suppression de l'article de cette loi sur le « rôle positif » de la colonisation, réclamaient la suppression de l'article de la loi de 2001 dite «Taubira » qui qualifie l'esclavage de crime contre l'humanité et prévoit de lui accorder « la place qu'il mérite » dans les programmes scolaires. L'esprit colonialiste est toujours présent, et pas seulement dans la tête de députés de l'UMP, mais aussi dans celle des rédacteurs et éditeurs de manuels scolaires.

Certes les manuels scolaires n'exaltent plus la « plus Grande France ». Mais les programmes continuent de minimiser, voire d'occulter les cinq siècles d'histoire coloniale.

On peut ainsi lire dans la toute nouvelle édition d'un manuel à destination des élèves de la classe de première, au chapitre *« la République coloniale »* : *« Le colonialisme français, au-delà de ses objectifs économiques et politiques, repose sur une justification morale ambiguë. »* Expression pour le moins surprenante pour désigner les nombreux actes barbares qui ont jalonné toute l'histoire de la colonisation. Dans un autre manuel tout aussi récent, le cours sur *« La France républicaine et coloniale »* parle des *« frustrations »* des colonisés pour désigner leur juste sentiment de révolte contre les innombrables injustices.

La dernière édition du manuel d'histoire de première de chez Nathan technique consacre un dossier à la République coloniale dans lequel on trouve tout de même un document pour illustrer le travail forcé auquel furent soumis les peuples colonisés pour la construction de routes ou de voies de chemins de fer. Mais l'introduction de ce dossier explique encore que : *« Cette colonisation repose toutefois sur une ambiguïté ; (...) Ces populations ont peu de droits et beaucoup de devoirs. »* Peu de droits ! Mais les colonisateurs ont enlevé tous les droits, mêmes les plus élémentaires aux peuples colonisés : ils ont volé purement et simplement les terres les plus fertiles, la plus grande partie des richesses de ces pays. Les populations étaient traitées avec la plus grande brutalité. Les châtiments corporels étaient légion : fouet, cangue (sorte d'étau qui enserrait la tête et les bras des prisonniers), bras et mains coupés pour punir les « récalcitrants » au travail. Aux massacres sans nom commis durant la conquête sont venues s'ajouter les victimes du travail forcé et des répressions incessantes. Au début du XXe siècle, sur les quelque huit millions d'habitants que comptait alors l'Afrique occidentale française, deux millions étaient des « non-libres ».

Comme on peut le constater, l'hypocrisie de la bourgeoisie française, dont la fortune s'est faite grâce à l'exploitation des colonies, et qui continue encore aujourd'hui à piller ces pays, continue aussi à imprégner l'école.

Aline RETESSE

• Les « idées » de Ségolène Royal

Du déjà vu, qui ne heurte pas les intérêts du patronat

Ségolène Royal, qui caracole actuellement dans les sondages pour l'investiture du PS, poursuit sa campagne dans le registre « le moins à gauche » qu'elle s'est choisi.

Selon une longue interview qu'elle a donnée au quotidien *Les Échos*, son credo, peu original, est clair : *« Il faut réconcilier les Français et l'entreprise. »* Elle veut substituer à *« l'antagonisme traditionnel entre le Capital et le Travail » « un nouvel équilibre dynamique alliant la performance économique et la justice sociale »*. Il faut *« tenir compte de manière équilibrée des besoins des entreprises et de la dignité des salariés »*. Bref, Ségolène Royal veut marier la carpe et le lapin.

AFP

Côté Travail, à part ne pas rejeter une hausse du smic sans toutefois s'engager sur le montant, il n'y a pas grand-chose. En revanche, côté Capital, pour reprendre ses termes, elle est plus loquace. À la place de « flexibilité », terme quelque peu décrié, elle préfère parler *« d'agilité et de réactivité »*. Quant aux 35 heures, il n'est pas question apparemment pour elle de revenir sur les entorses mises en place par la droite depuis 2002, puisqu'elle indique que *« des assouplissements ont déjà été apportés. Peut-être faut-il aller au-delà pour que ceux qui veulent travailler plus puissent le faire »*. Villepin, Sarkozy ou Parisot ne disent pas autre chose.

Elle revendique *« un statut fiscal très incitatif pour les investissements dans la recherche et l'innovation »*, ce qui est bien extensible. Quant au *« coût du travail »*, le problème pour Royal, ce sont... *« les charges »*... c'est-à-dire le montant des cotisations patronales qu'elle veut faire supporter par la *« fiscalité »*, c'est-à-dire en grande partie par les salariés !

Ajoutons à cela qu'elle persiste et signe ce qu'elle a déclaré récemment, que *« personne ne doit être payé à ne rien faire »*, que *« L'État doit réduire son train de vie, ses gaspillages »*.

Les lieux communs de Ségolène Royal, ses propos ambigus peuvent se confondre avec ce que déclare le centriste Bayrou. D'ailleurs, ce n'est pas tout à fait par hasard si le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, s'est empressé d'envisager une alliance avec l'UDF. Au terme de « royalisme » qu'on lui accole, elle préférerait, dit-elle modestement, le terme de « ségolisme ». Mais qu'avec ces idées « ségoliennes », Ségolène Royal ne fasse pas vraiment à gauche n'est en rien un problème pour son camp. Pour être la candidate du PS demain aux présidentielles, l'essentiel est d'apparaître susceptible de l'emporter face à la droite en essayant de conquérir les électeurs modérés, et de ne pas perdre ceux qui peuvent encore croire que le PS serait toujours à gauche. Si c'est le cas, ceux qui nous disent aujourd'hui qu'au sein de la gauche l'important est de débattre, ne trouveront pas incongru qu'avec ces propos orientés de façon à ne pas effaroucher le patronat, elle devienne leur candidate. À l'intérieur de son parti comme dans le camp de ses partenaires de la gauche, il ne s'agirait plus à ce moment que de se rallier à qui peut *« battre la droite »*. Tant pis si cela ne se fait pas derrière des idées, un programme qui se placent, ne serait-ce qu'en paroles, sur le terrain des intérêts des salariés.

Michel ROCCO

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

L'impérialisme américain peut-il être défait en Irak ?

Comment les États-Unis peuvent-ils se sortir sans trop de dommages du bourbier irakien ? C'est la question posée par certains dirigeants américains, politiques ou militaires. Et ce n'est bien sûr pas pour épargner aux populations civiles ou aux soldats américains les horreurs d'une guerre qui dure ! Les États-Unis sont dans l'impasse en Irak : pas de solution politique, pas de solution militaire, pas de moyen de reconstruction de la vie civile, pas d'assurance d'une issue aux conflits intercommunautaires et interreligieux. Rien qui permette d'espérer la fin de la lutte armée et des attentats, la fin des rapatriements de cercueils de soldats de la coalition, notamment américains. Aucune perspective permettant aux États-Unis de sembler tirer leur épingle du jeu dans un conflit qu'eux-mêmes avaient présenté comme la démonstration de leur nouvelle politique pour le Moyen-Orient et comme une solution à leurs problèmes d'approvisionnement pétrolier dans la région !

La situation n'a fait que se tendre. Les chefs des prétendues communautés (chiite, sunnite et kurde) sont plus divisés que jamais. Les affrontements entre communautés, religions ou clans se multiplient. Après une parodie d'élection « démocratique », le gouvernement irakien n'a toujours pas réussi réellement à se mettre en place. Il ne se présente à l'horizon aucune perspective d'un État reconnu ou même craint, et encore moins d'une force militaire irakienne capable de répondre aux forces de la résistance irakienne, les troupes impérialistes présentes dans le pays – quelques 150 000 hommes – ne parvenant pas elles-mêmes à la faire régresser.

Cette situation a un impact sur tout le Moyen-Orient. L'incapacité des États-Unis à sécuriser l'Irak rend ceux-ci dépendants de tous les pays pétroliers, en particulier l'Iran. Contraints de s'appuyer sur les chiites irakiens, les États-Unis se retrouvent en position de faiblesse vis-à-vis de l'Iran chiite qui redresse la tête. La possibilité pour l'État américain d'ouvrir un nouveau front contre Téhéran apparaît comme une chimère.

C'est pourquoi il n'est pas impossible que les États-Unis soient un jour amenés à changer de cap, à traiter avec les dirigeants iraniens et compter sur leur aide pour rétablir l'ordre en Irak et dans la région. L'Iran profite aujourd'hui de cette situation pour renégocier sa place et son droit au nucléaire, faire des gestes démagogiques anti-américains ou anti-israéliens dans le but de redorer son blason auprès d'une population dont les plus démunis sont à bout.

À une autre frontière de l'Irak, les États-Unis sont également enlisés dans une confrontation avec le régime syrien. Ce dernier ne revient qu'à pas comptés sur sa domination au Liban et les États-Unis n'ont actuellement guère les moyens d'imposer à Damas un abandon total de sa politique. Ils sont d'autant moins en état de faire valoir leurs vues que, loin de parvenir à une paix américaine en Palestine, ils sont contraints de se contenter d'entériner la politique israélienne. La victoire électorale du Hamas en Palestine dédouane Israël de tout engagement, feuille de route, collaboration politique ou économique avec l'Autorité palestinienne. Elle affaiblit le camp palestinien, meurtri par les affrontements entre Fatah et Hamas, sans satisfaire pour autant la volonté américaine de stabiliser la situation. Elle fournit au contraire prétexte à de nouvelles agressions de l'État d'Israël. L'occupation de la Cisjordanie s'étend, en dépit de l'évacuation de quelques colonies. Même le retrait de Gaza est mis en cause par les généraux israéliens qui menacent d'y intervenir à nouveau militairement.

Pour les régimes menacés par une flambée de l'islamisme radical comme l'Arabie saoudite, l'Égypte ou les Émirats, l'impuissance militaire américaine en Irak est un autre facteur de déstabilisation. Là encore, la politique américaine n'a pas porté les fruits escomptés. Les difficultés rencontrées par les États-unis en Afghanistan, où se reconstitue une force taliban, s'affrontant non seulement aux troupes afghanes mais aussi américaines ou françaises, ne fait que jeter une ombre supplémentaire au tableau.

Une des conséquences de l'instabilité générée par le conflit irakien, et non des moindres, est la hausse du prix des hydrocarbures. Elle favorise dans les pays producteurs du tiers-monde les tendances à vouloir se rendre un peu plus indépendants de la tutelle impérialiste, les poussent à renégocier les conditions d'exploitation de leurs ressources et à revenir sur leurs engagements.

Les dirigeants des États-Unis ne peuvent cependant pas se retirer simplement d'Irak comme ils l'avaient fait du Libéria ou du Liban. Ils le pourraient s'ils avaient, comme pour le Vietnam après avoir traité avec la Chine, la garantie qu'un puissant voisin accepte de jouer le rôle de gendarme dans la région. Mais avec l'Iran on n'en est pas encore là et pour le moment les enchères montent. C'est pourquoi la politique de Bush semble jusque-là, y compris pour nombre de ses opposants politiques aux États-Unis, la seule possible pour l'impérialisme américain.

Robert PARIS

Convergences Révolutionnaires n° 45 (mai-juin 2006)
Bimestriel publié par la Fraction
Numéro spécial sur le mouvement anti-CPE
Dossier : Trois mois sous la pression de la jeunesse : premier recul du gouvernement : le CPE enterré... restent le CNE et la précarité.
Articles : En Belgique aussi : la précarité... et des patrons aidés – USA : des millions de travailleurs immigrés dans la rue – Israël : le triomphe du nationalisme et du racisme anti-arabe ? – Brésil : une tribune du PSTU.
Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : http ://www.convergencesrevolutionnaires.org

Leur société

• Éducation

Encore une baisse des moyens en prévision

En Seine-Saint-Denis, les syndicats enseignants, FSU, principal syndicat enseignant, CGT et Sud-Éducation, appelaient à une grève dans l'éducation le mardi 23 mai pour protester contre les décisions gouvernementales : la baisse des moyens prévue la rentrée prochaine et l'application des réformes telles que l'apprentissage à 14 ans. La Seine-Saint-Denis, un des départements les plus populaires en Région parisienne, sera touchée de plein fouet par les restrictions budgtaires. Mais c'est l'ensemble des écoles du pays, primaire et secondaire confondus, qui sont touchés et vont connaître une dégradation des conditions d'enseignement.

Le gouvernement se vante de promouvoir « l'égalité des chances » avec la loi du même nom qui contenait un article créant le CPE. Cette loi autorise entre autres l'apprentissage dès l'âge de 14 ans. Les autres initiatives gouvernementales sont du même genre « égalitaire » : celle concernant les Zones d'éducation prioritaire qui permet de diminuer des moyens déjà bien dérisoires des établissements classés en difficulté, comme celle instaurant un « socle commun de connaissances » qui réduit la formation en éducation sportive et artistique.

Alors qu'un trop grand nombre d'enfants se retrouvent de plus en plus en difficulté scolaire, en particulier pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, le gouvernement cherche surtout à couvrir sa volonté de baisser les moyens dans l'éducation sous le voile de « réformes » diverses.

Mais la réalité c'est l'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles maternelles et élémentaires à la rentrée 2006, 34 000 élèves supplémentaires, c'est le départ à la retraite de 14 000 instituteurs pour seulement 11 250 enseignants recrutés. En résumé il y aura, à la rentrée prochaine, beaucoup d' élèves en plus et près de 3 000 enseignants en moins. Les classes seront donc encore plus surchargées qu'elles ne l'étaient. En maternelle, un plus grand nombre d'enfants ne trouveront pas de place, la scolarisation en maternelle n'étant pas obligatoire. Comment aider dans ces conditions tous ces jeunes enfants à acquérir une connaissance correcte de la langue, dans ces années si décisives pour leur formation ?

Pour l'enseignement secondaire, les mêmes restrictions sont envisagées. En lycées et collèges, 6 000 postes de professeurs sont supprimés et 17 000 départs à la retraite ne seront remplacés que par 10 000 recrutements. On compte de plus une diminution de 30 000 surveillants depuis trois ans.

Dans une circulaire du 27 mars 2006 le gouvernement dit vouloir : *« Promouvoir l'égalité des chances et améliorer les conditions de la réussite scolaire pour une meilleure insertion sociale et professionnelle des jeunes sont les deux priorités pour la rentrée 2006. »* Belle hypocrisie !

Aline RETESSE

Le préfet de l'Eure contraint d'annuler l'expulsion d'une mère d'élève angolaise

À Evreux, le personnel du collège Henri-Dunant s'est mis en grève lundi 22 mai pour protester contre un arrêté d'expulsion menaçant la mère d'une élève de 16 ans, originaire d'Angola. Fuyant les violences de son pays, cette femme, qui est arrivée en France en 2002 avec sa fille, fait l'objet d'un arrêté d'expulsion qui a été annulé le 29 octobre par le tribunal administratif de Rouen, puis rétabli le 3 mai par la cour d'appel de Douai.

La mobilisation a payé puisque le lendemain le préfet a renoncé à cette expulsion, *« compte tenu de l'émotion suscitée dans la communauté éducative et de la position des élus de la ville »* (le maire d'Evreux, Jean-Louis Debré s'étant prononcé contre cette expulsion).

Ce n'est pas la première fois que la solidarité et la mobilisation des parents, des professeurs et des élèves obligent les autorités à reculer sur ce sujet mais à l'approche du 30 juin, date qui selon Sarkozy marquera la fin de l'année scolaire et de la suspension des procédures d'expulsion accordée aux élèves étrangers sans-papiers et à leurs parents, ce succès est un encouragement pour tous ceux qui luttent contre ces expulsions.

D'autant que de Paris à Lyon, en passant par Nantes, Toulouse, Brest et Orléans, ce sont des milliers d'enfants et d'adolescents, scolarisés et bien intégrés, qui sont menacés. Plus encore avec la fin de l'année scolaire qui risque de les isoler et de les rendre plus vulnérables.

Heureusement, ceux qui s'opposent à la politique de Sarkozy, à ses arrêtés d'expulsion et à ses lois restreignant les droits des immigrés, restent mobilisés !

Roger MEYNIER

• École maternelle Piver – Paris - 11e

Une situation révoltante

Les parents d'élèves et les enseignants de l'école maternelle Piver, à Paris 11e, se sont mobilisés pour dénoncer la situation d'un enfant de trois ans, né et scolarisé en France. Ses parents d'origine chinoise ont fait plusieurs demandes de régularisation depuis 2002, sans succès.

Aujourd'hui, cet enfant se retrouve privé de son père, récemment expulsé vers la Chine, tandis que sa mère, enceinte, est sous le coup d'un arrêté d'expulsion.

Parents et enseignants se disent choqués par cette situation qui *« remet en cause les engagements internationaux de la France et notamment ceux qu'elle a pris en signant la Convention internationale des droits de l'enfant (aucun enfant ne doit être séparé de ses parents à moins que son intérêt ne l'exige) »*.

Ils appellent à un rassemblement, lundi 29 mai à 18 heures devant l'école maternelle Piver, 5 passage Piver, Paris 11e.

3, 4 et 5 juin
À Presles (Val-d'Oise)

La fête de Lutte Ouvrière

La fête sera ouverte le samedi 3 juin de 9 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 4 juin à 9 h jusqu'au lundi 5 juin à 20 h

AU GRAND PODIUM

Samedi

14 h 15
LOUIS ET LES COTONS TIGES
visitent Brassens
Chansons théâtralisées

16 h 00
MAP (Ministère des Affaires Populaires)
Rap aux sonorités orientales, tziganes ou musettes

17 h 00
Allocution d'Arlette LAGUILLER

17 h 45
MD TRIO
Swing manouche

20 h 00
PAULINE CROZE
Chansons rock

Dimanche

14 h 00
CLAUDE MICHEL
Chansons engagées et féministes

15 h 00
Allocution d'Arlette LAGUILLER

16 h 00
MES SOULIERS SONT ROUGES
Chansons festives

21 h 00
BA CISSOKO
Electric Mandingue (Guinée)

Lundi

13 h 45
BALBINO MEDELLIN
Gitan de Paname - Chansons gitanes et rock

15 h 00
Allocution d'Arlette LAGUILLER

16 h 00
LA COMPAGNIE JOLIE MÔME
dans *Légitime colère*
Chansons de subversion

AU PETIT THEÂTRE

13 h 45 LES BELLES HELENE, revu et charcuté d'après Offenbach
15 h 30 CRAZY COW, rock'n roll
18 h 00 LA CANAILLE, rap
19 h 45 JEF SICARD en quartet jazz afro-latin
21 h 30 MIDNIGHT JOKERS, standards rock

13h30 LES BELLES HELENE, revu et recharcuté d'après Offenbach
15h45 TRES PESOS, rock latino
17h30 TITOY, pop rock
19h30 BAL FOLK animé par UN PEU FRAIS POUR LA SESSION (musique irlandaise)

13h30 DESERT ORANGE, rock
15h45 BANDITS D'HONNEUR, chansons sans étiquette
17h30 THE MOONLIGHT SWAMPERS, folk, blues, country et rock

LO

Du spectacle en permanence

Le **Cirque Ulher**, un cirque foldingue, les **Moonlight swampers**, du folk, du blues et du rock acoustique, **Country-folk music limited**, des chants traditionnels américains, les groupes **Blues Non Stop** et **Blues Country** joueront de la musique du même nom, le groupe **Bonnet M** nous rappellera des tubes de la disco ou de la chanson française, la chorale **Ça dénote** nous fera part de son répertoire de chansons populaires. Plusieurs chanteurs seront parmi nous : **Eric Simon** (poésie, chansons, guitare), **Jean-Philippe Apro** (chansons), **D. Rago** (chansons). Un groupe choral présentera chansons et musique variées. Un chœur chantera des chansons populaires du mouvement ouvrier italien et espagnol. Le groupe **Lézarts Bizarts** fera non seulement de la musique mais aussi du jonglage. **Jean-Claude Gombault** animera un bal musette.

LO

Allocutions d'Arlette Laguiller au Grand Podium

samedi 3 juin à 17 h
dimanche 4 juin à 15 h
lundi 5 juin à 15 h

Au Fil de l'Arbre

Les aventuriers, et tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien où ils devront se déplacer d'arbre en arbre, à plusieurs mètres de hauteur. Echelles, ponts de singe, tyroliennes, filets... rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité. Le parcours est homologué et se fait sous la surveillance de moniteurs compétents.

Hellowood - l'Actor's Studio

Venez assister aux plus récentes réalisations cinématographiques de la fête, celles où vous pourrez être acteur ! Offrez-vous les beaux rôles du cinéma, et devenez le temps d'un film, magicien, torero, chasseur de la préhistoire ou cosmonaute.

Le Village médiéval

Dans ce village de toile, on trouvera, tout droit venus du Moyen Age : artisans, combattants, musiciens, jongleurs, cuisiniers.

La troupe **Tempus Fugit** se produira dans deux pièces médiévales : *La Prodigieuse Ystoire du Chevalier de la Cailleterie* et *La Légende du Coulobre* et présentera des machines de siège en fonctionnement.

La troupe **Les Gueux Lurons** présentera *Le Procès du Cochon*.

Olivier BOUZY, historien, parlera de l'alimentation pendant la Guerre de Cent Ans

Nicolas OFFENSTADT, historien parlera de la communication orale et de la pratique des cris au Moyen Âge.

Tout savoir sur la fête sur internet
fete.lutte-ouvriere.org

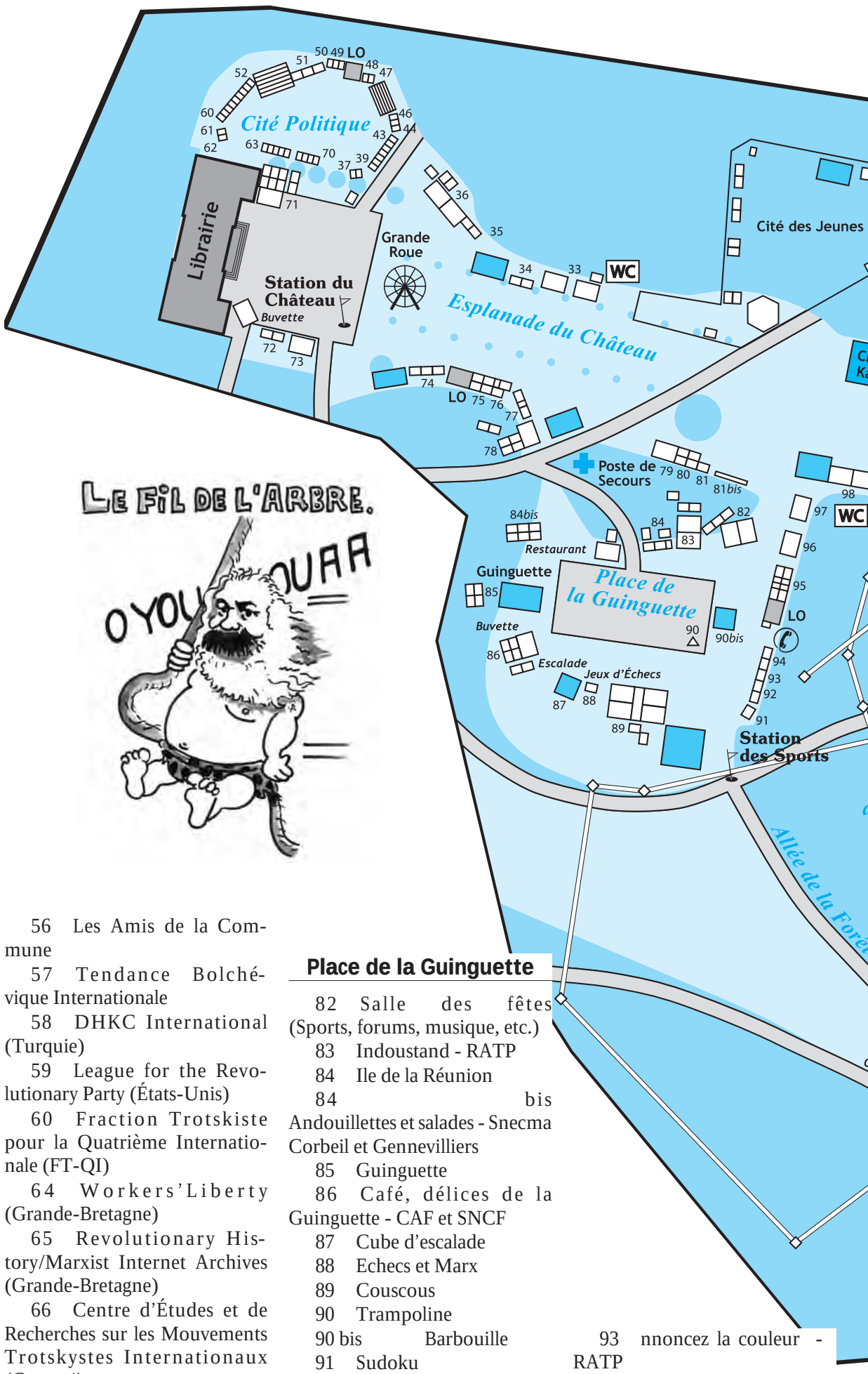
Une carte pour trois jours

La carte donne accès à la fête durant les trois jours et permet d'assister à tous les spectacles, aux multiples animations, aux cinémas, aux conférences, au Carrousel de la connaissance, aux spectacles du Village médiéval, aux débats, etc.

La carte coûte 15 euros pour les trois jours. L'entrée de la fête est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés d'un adulte.

Vous pouvez vous procurer la carte ainsi que les bons d'achat (au prix de 4 euros le bon d'une valeur de 5 euros) auprès de nos militants.

Tous les stan



1 Accueil des tout-petits
2 es ballons de la Fête - Renault Lardy

Allée de la Diane

3 Aux moules
4 Serpent à lumière
5 Mare aux canards
6 Les mots fléchés - PTT 17
7 Chorba, thé, gâteaux - PSA Aulnay/Saint Ouen (93)
8 Manège enfantin
9 Marionnettes
10 Mini golf
11 La Halle aux jeux
12 Accueil Nord
13 A vos pinceaux
14 Quiches et tartes « LO » rraines

Place du Grand Podium

15 Disques
16 Arbalète
17 Accueil Alsace, Lorraine, Franche-Comté
18 Accueil Bourgogne
Abri : Petit kiosque à musique
19 Orienthé-vous - Alcatel Vélizy
20 Fondue jurassienne
21 Assiette de fromages
22 Aux mollets d'acier
23 Jus de fruit, milk-shake
24 Barbe à papa
25 L'escargot
26 Crêpes canadiennes - Continental Compiègne
27 Flammekueche - General Motors Strasbourg
28 Gaufres de Liège et bières belges fruitées
29 Accueil Centre
30 Bonbons
31 Hareng de la Baltique et saumon fumé
32 L'enfer est pavé de bonnes citations
102 Fraternithé à la menthe

Esplanade du Château

33 Maffé
34 UATCI
35 Sinif Mücadelesi (UCI Turquie)
36 Café turc döner kebap
71 Breakfast, coffee, cakes
72 Lutte Ouvrière Hôpitaux
73 Brin de fantaisie - Hôpital Sainte-Anne
74 Lutte Ouvrière Renault Peugeot
75 Spécialités haïtiennes
76 La Voix des Travailleurs (OTR) UCI Haïti
77 Combat Ouvrier (Antilles) UCI
78 Menus d'isles

Cité politique

37 Organisation Communiste Libertaire
38 Le Prolétaire, PC International
39 CNT (Confédération Nationale du Travail)
40 Collectifs Ne laissons pas faire ; Pour la libération de G. Ibrahim Abdallah ; Mumia Abu Jamal (Cosimapp) ; Leonard Peltier
42 UJFP (Union Juive Française pour la Paix)
43 L'Internazionale (Italie)
44 Pagine Marxiste (Italie)
45 Parti Communiste du Kurdistan, KKP
46 Köz, journal communiste en Turquie
47 Coordination 93 des Sans-Papiers
48 Alternative Révolutionnaire Socialiste – Combat (ARS-Combat)
49 La Commune – UIT, IVe Internationale
50 Gauche Communiste
51 Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)
52 Gauche Révolutionnaire (CIO/CWI)
53 Comité pour la Refondation de la IVe Internationale
54 Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (CWO), Bilan et perspectives, Battaglia Comunista
55 Coordination des Comités Palestine Ile-de-France
56 Les Amis de la Commune
57 Tendance Bolchévique Internationale
58 DHKC International (Turquie)
59 League for the Revolutionary Party (États-Unis)
60 Fraction Trotskiste pour la Quatrième Internationale (FT-QI)
64 Workers'Liberty (Grande-Bretagne)
65 Revolutionary History/Marxist Internet Archives (Grande-Bretagne)
66 Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes Internationaux (Cermtri)
67 Prométhée
68 Socialist Party of Great Britain
69 Red Dawn Working Group
70 Mouvement Communiste

Place Karl Marx

79 Accueil Le Mans - Chartres
80 Ciné zapping
81 Billard électrique
98 Pizza, aïoli
99 Accueil Sud-Est
100 Dolina - Solystic
101 Choucroute de la Puszta - CHU Rouen

Place de la Guinguette

82 Salle des fêtes (Sports, forums, musique, etc.)
83 Indoustand - RATP
84 Ile de la Réunion
84 bis Andouillettes et salades - Snecma Corbeil et Gennevilliers
85 Guinguette
86 Café, délices de la Guinguette - CAF et SNCF
87 Cube d'escalade
88 Echecs et Marx
89 Couscous
90 Trampoline
90 bis Barbouille
91 Sudoku
92 Tir à la patate - Banque de France
93 nnoncez la couleur - RATP
94 artes postales - EdF-GdF
95 La coupe est pleine - Aérospace - Reims
96 Accueil Champagne-Ardenne - La Faïencerie Vitry-le-François
97 La truffade - Renault Rueil/Lardy

Allée de la libération des femmes

103 Jambon du Morvan
104 Fléchettes
105 Brico'Lo
106 Le monde à la carte - Delphi
107 Mettez-vous au parfum - Chaffoteaux

Camping or not camping

Il n'y a pas de camping aménagé proche de la fête et le camping sauvage est interdit dans toute la région.

Nous avons prévu un emplacement à l'intérieur de la fête, mais attention, nous ne pouvons offrir qu'un nombre limité de places et des conditions de confort précaires. Nous réservons donc ces places à ceux qui viennent de loin.

La fête, un espace de discussion politique

Notre fête est l'occasion de rencontrer nos militants et d'échanger les idées avec eux, car chaque stand est tenu par des militants d'une ville ou d'une entreprise.

La fête est aussi un grand rassemblement d'extrême gauche, où des groupes politiques de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Turquie mais aussi d'Afrique ou d'Amérique sont présents, même s'ils ne partagent pas tous nos idées. Des forums de discussion sont organisés dans la Cité politique, permettant aux groupes présents sur la fête de développer un thème de leur choix.

Débat Ligue Communiste Révolutionnaire - Lutte Ouvrière

dimanche 4 juin à 18 h

« Quelles réponses à la situation politique en France et

ds de la Fête

@souvenir de la fête

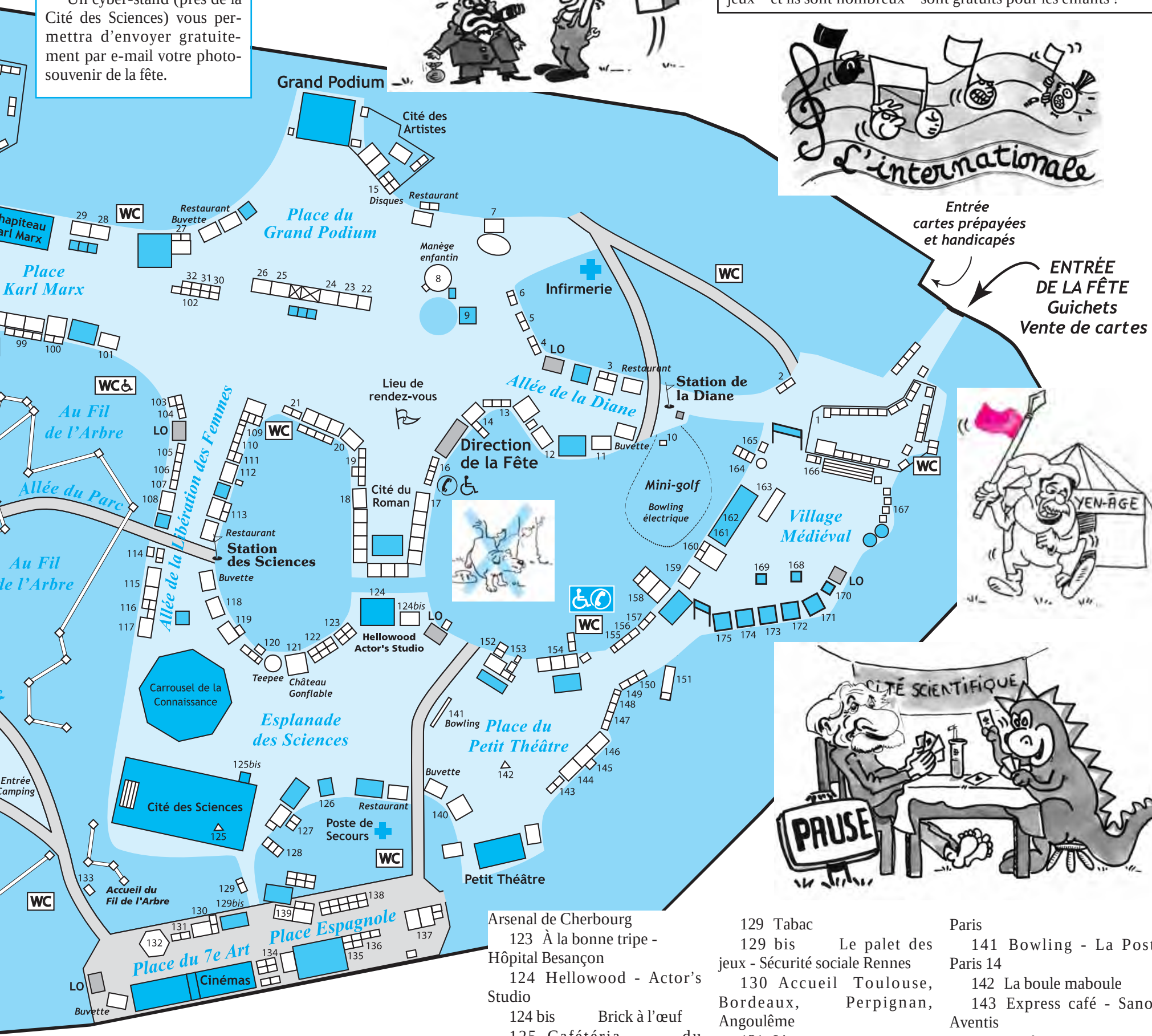
Un cyber-stand (près de la Cité des Sciences) vous permettra d'envoyer gratuitement par e-mail votre photo-souvenir de la fête.

Vive les jeunes!

Un accueil pour les tout-petits de plus de trois mois est prévu, où des camarades attentionnés et compétents les prendront en charge... entre deux visites de la maman ou du papa. Une installation à langer sera en libre-service à la disposition des parents.

La Cité des Jeunes accueillera les plus grands, avec des animations nombreuses (jeux, dessins animés, etc.).

Des Jeux pour tous : retenez que dans la fête, presque tous les jeux – et ils sont nombreux – sont gratuits pour les enfants !



108 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
109 Dolce Vita
110 Grain de folie - Hôpitaux/Chèques Postaux Limoges
111 Le frondeur du Poitou - Fonderies du Poitou
112 Salades gourmandes
113 Gaufres de Picardie
114 Tir à plomb - Chantiers de l'Atlantique
115 Accueil Bretagne - Normandie
116 Tea break
117 Workers'Fight UCI (G.B.)
118 Brochettes grecques - Air France
119 La Puce Rouge - Crédit Lyonnais
120 Tepee et minéraux

Esplanade des sciences

121 Château gonflable
122 Coquilles Saint-Jacques et tartes normandes - Arsenal de Cherbourg
123 À la bonne tripe - Hôpital Besançon
124 Hellowood - Actor's Studio
124 bis Brick à l'œuf
125 Cafétéria du chapiteau scientifique
125 bis Envoyez votre photo-souvenir de la Fête par e-mail
126 Le karaoké
127 Confit de canard
128 Tir à l'arc - Aventis Vitry

Place du 7e art

129 Tabac
129 bis Le palet des jeux - Sécurité sociale Rennes
130 Accueil Toulouse, Bordeaux, Perpignan, Angoulême
131 L'entracte
132 Ciné-débat
133 Accueil pour le Fil de l'Arbre

Place espagnole

134 Crêperie bretonne
135 L'huître ouvrière - Hôpital Pontchaillou Rennes
136 Tapas y sangria - Carnaud Laon
137 Churros y chocolate - Air France Le Bourget
138 Tortilla y sepia
139 Paella valenciana

Place du Petit Théâtre

140 Billard - La Poste Paris
141 Bowling - La Poste Paris 14
142 La boule maboule
143 Express café - Sanofi Aventis
144 Crêperie - Sanofi Aventis Vitry-sur-Seine
145 Des glaces pour tous
146 Accueil Lyon
147 P'tit atelier
148 Y'a les boules
149 Accueil Clermont-Ferrand
150 Fromages d'Auvergne
151 C'est la cata
152 Le Fraisier - Services financiers Ile-de-France
153 Charlottes - La Poste Paris
154 Spécialités lyonnaises
155 Artisanat des Gones
156 Palets rouges
157 Spark (États-Unis)

Nos amies les bêtes

Nous aimons les animaux, mais pour des raisons d'hygiène et de sécurité, nous vous demandons de ne pas les amener à la fête. Si vous y êtes obligé, merci de les surveiller de près et de tenir les chiens en laisse. Pour que la fête reste la fête, les gros chiens et les chiens d'attaque, même muselés, ne peuvent être admis dans l'enceinte de la fête.

À la Cité des Sciences

Les débats

Agnès GUILLOT, du Laboratoire Animatlab de l'Université Paris 6 : «La bionique, le retour : inventions transposées de la nature, robots inspirés des animaux»

Pascal PICQ, paléoanthropologue, professeur au Collège de France : « D'où vient la bipédie de l'espèce humaine ? »

Jean-Yves GRANDPEIX, chargé de recherches au CNRS, Laboratoire de Météorologie Dynamique : « Tempêtes, cyclones: le réchauffement climatique dérègle-t-il la planète ? »

Jean-Paul KRIVINE, de l'Association Française pour l'Information Scientifique (AFIS) : « Pseudosciences, d'hier à aujourd'hui »

Pierre BANCEL, linguiste : « la survie des mots fossiles »

Sarah SAMADI, chercheuse, Muséum d'Histoire Naturelle : « Exploration de la nature au XXIe siècle : que reste-t-il à découvrir ? »

Guillaume MOREL, chercheur au Laboratoire de Robotique de Paris : « La robotique pour la chirurgie »

François VANUCCI, professeur de physique des particules à l'Université Paris 7 : « 50 ans après la découverte du neutrino: la traque d'une particule mutante d'un monde invisible »

Michel MORANGE, généticien et historien des sciences, de l'École Normale Supérieure : « Le darwinisme est-il dépassé ?»

Marc PESCHANSKI, chercheur à l'INSERM : « La fraude scientifique sur le clonage : un cas isolé ? »

Colette GUILLOPÉ, présidente de l'association Femmes et sciences, professeur de mathématiques à Paris XII : « Femmes de science : un combat ? »

Sylviane GASQUET, mathématicienne, « Quand la presse fait dire aux chiffres autre chose que ce qu'ils disent. »

Arkan SIMAAN, physicien et historien des sciences : « Les persécutions religieuses contre les scientifiques : Giordano Bruno, Galilée, Buffon... »

LO

Les films

Saint-Jacques La Mecque de Coline Serreau (présente le lundi): une randonnée bien peu catholique pour neuf personnages en quête d'humanité

Paradise Now de Hany Abou Assad : fiction sur les attentats-suicides palestiniens en Israël

Sauf le respect que je vous dois de Fabienne Godet : un salarié ne peut plus se soumettre au droit absolu de son patron

Joyeux Noël de Christian Carion : Noël dans les tranchées pendant la guerre 1914-1918

L'Enfant de J. et L. Dardenne : un jeune couple déboussolé par la misère

The Constant Gardener de Fernando Meirelles : les agissements peu avouables des trusts pharmaceutiques en Afrique

Lord of War de Andrew Nicoll : sur le trafic des armes

Va, vis et deviens de Radu Mihaileanu : l'émigration de Juifs éthiopiens en Israël

Sometimes in April de Raoul Peck : lors des massacres au Rwanda. Film inédit en France

Cinéma en plein air (dans la nuit du dimanche au lundi) : *Robots* de Chris Wedge, *Lord of War* de Andrew Nicoll.

Le Carrousel de la Connaissance

MOYEN ÂGE : les mille ans qui virent la fin de l'Empire romain et le début de la mondialisation

En 45 minutes pendant lesquelles vos sièges défileront devant des scènes illustrant un récit parvenant dans vos écouteurs individuels, cette année, le Carrousel vous entraîne au Moyen Âge.

Certaines des étapes importantes de ce long millénaire seront retracées, de la chute de l'Empire romain à la suite des invasions barbares, jusqu'au XVe siècle qui vit la bourgeoisie devenir une puissance économique de premier plan, en passant par les croisades, le développement des villes, des marchands et des banquiers, les cathédrales, la formation de la France et de son État.

Départ toutes les sept minutes.

Les mini-conférences

Pour tous les goûts et toutes les curiosités... En permanence, dans six "mini-amphithéâtres", des conférenciers se relaient pour traiter, en termes simples, de questions scientifiques. Parmi les sujets abordés :

- Musiques et mathématiques ou Comment nos oreilles font des maths sans le savoir.
- Sommes-nous seuls dans l'Univers ?
- L'Univers, la matière et le Big-Bang.
- Chaud ou froid, vapeur ou glaçon, dans la matière, c'est l'agitation.
- Windows et Linux, à quoi ça sert ?
- Visite à l'intérieur d'un microprocesseur ?
- Les plantes voyageuses.
- Histoire d'une bûche.
- Grippe aviaire et Chikungunya.
- Sous le microscope : des cellules à l'organisme.
- Tout savoir sur le sang.
- Fabriquez votre savon de Marseille.
- La chimie, c'est naturel.
- Pourquoi la Lune a-t-elle une face cachée ? Quel rapport avec la disparition des dinosaures ?
- Illusions auditives et visuelles.
- La radioactivité, de la médecine à Tchernobyl.
- Soleil, lampes, vers luisants : d'où vient leur lumière ?
- Le jeu de construction de la matière (du sel de cuisine aux protéines de la vie, en passant par ces fibres qui nous habillent).
- Petite histoire des chiffres et en particulier du zéro.
- Haches en pierre polie et premières déforestations.
- Les fossiles vous parlent.
- Des minéraux organisés à l'anarchie de leur exploitation.
- Coïncidences et probabilités : quelle est la probabilité de rencontrer votre patron dans le métro... ou à la fête de LO ?
- Électricité, magnétisme et ondes radio.
- Le calcul, du caillou au boulier et à l'ordinateur.
- Voyage en soustraction autour du monde.
- Le vol, de l'oiseau au delta-plane et à l'avion.
- Faire le point en mer, de la navigation à vue au GPS.
- En quoi l'écriture musicale a révolutionné la création de la musique.

Et, il y en aura quelques autres...

Au chapiteau Karl Marx

Samedi 3 juin

12h30 Michel LEQUENNE présentera la réédition du livre *Juin 36* de Jacques Danos et Marcel Gibelin

14h Julia WRIGHT, porte-parole en France de Mumia Abu Jamal, coordinatrice du COSIMAPP, Yannick SANCHEZ réalisateur du film « Progress Drive », Marie-Cécile PLA et Claude GUILLAUMAUD-PUJOL du Collectif Unitaire National Ensemble, sauvons Mumia : Mumia Abu Jamal, la dernière ligne droite

15h30 Jean-Luc TOULY, auteur de *L'eau des multinationales* : La gestion du service public délégué aux trois multinationales françaises

18h Gérard DUMONT, auteur de *10 mars 1906, compagnie de Courrières : enquête sur la plus grande catastrophe minière d'Europe* : La catastrophe de Courrières

19h30 Marie TREPS, chargée de recherches au CNRS, auteur de *Les mots voyageurs* et *Calembourdes* : Le français, langue d'accueil.

Dimanche 4 juin

10h30 Dominique DECEZE, journaliste et auteur de *Haute tension à EDF-GDF* : La privatisation d'EDF et ses effets sur la santé des agents.

12h Jean-Louis PLANCHE, historien : Sétif 1945, histoire d'un massacre annoncé

13h30 Jean-Jacques MARIE, à propos de ses ouvrages : *Cronstadt* et *Trotsky, révolutionnaire sans frontières*

16h Fadela AMARA de Ni Putes Ni Soumises

17h30 Nicolas OFFENSTADT, auteur de *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, *Le chemin des dames* : Refus et critiques de la guerre entre 1914 et 1918

19h Simone TASSIMOT fera chanter des chants révolutionnaires et, par ailleurs, donnera une lecture-spectacle de *L'Inventaire* de Jacques Prévert.

20 h 30 Michel RODINSON présentera la réédition du roman *Le fléau du savoir* d'André Billy et Moïse Twersky, qu'il a préfacé.

Lundi 5 juin

10 h 30 Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS, avocate, et Pascal MOUSSY, juriste du travail : Le Code du travail en ligne de mire.

12h Damien ZANONE qui a travaillé à une édition sélective de l'oeuvre : *L'histoire de ma vie* de George Sand

13 h 30 Maurice RAJSFUS auteur de *La France bleu marine, de Marcellin à Sarkozy* : Police d'hier et d'aujourd'hui.

16 h Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT, auteurs de *Voyage en grande bourgeoisie : Journal d'enquête* et *Sociologie de Paris* : La grande bourgeoisie : une classe mobilisée.

17h30 Laurence ROQUES, présidente de la commission «droit des étrangers» au Syndicat des avocats de France, spécialiste du droit des étrangers et de l'immigration, parlera de la nouvelle loi Sarkozy.

• Sogerma – Mérignac (Gironde)

La dictature des capitalistes d'EADS

Le12 mai dernier, EADS a annoncé son intention de fermer le site de la Sogerma de Mérignac en Gironde comptant 1 050 emplois et faisant vivre, directement ou indirectement, des milliers de familles de la région.

Jeudi 18 mai, le ministre Loos, sans doute pour faire croire que le gouvernement est très préoccupé du sort des travailleurs de la Sogerma, déclarait qu'EADS avait accepté *« de reprendre les concertations et de se donner du temps »*, laissant entendre que le plan était suspendu. Ces déclarations, comme celles de Borloo exigeant un moratoire, comme celles aussi de Villepin, étaient faites pour amuser la galerie.

Le 19 mai, la direction d'EADS a affirmé à la CGT vouloir uniquement se donner *« un temps de respiration »*. Elle a confirmé sa volonté de fermer l'établissement de Mérignac et a nié toute idée de moratoire.

Et tant pis pour les ministres à qui les patrons d'EADS ont rappelé, dans les faits, qui étaient les vrais patrons. Thierry Breton a encaissé le camouflet au nom de ses collègues et en a été réduit à regretter que les licenciements soient décidés... brutalement. Pour lui, de bons licenciements ce seraient des licenciements... préparés. Il a affirmé qu'il convoquerait le PDG d'EADS dans son bureau « pour que celui-ci s'explique ». La direction d'EADS en tremble encore !

Le 23 mai, le Conseil d'administration d'EADS, tout en confirmant sa volonté de mettre fin aux activités de l'usine, a annoncé la mise en place d'un groupe de travail pour *« étudier la possibilité de maintenir des activités industrielles »* sur le bassin d'activités de Bordeaux-Mérignac, cette étude *« visant un noyau industriel d'environ 300 emplois »*. Cette vague promesse a suffi pour que Villepin en se déplaçant à l'usine tente de poser devant les caméras en défenseur des intérêts des salariés. Mais un groupe de travail qui étudie la possibilité de créer, peut-être, trois cents emplois sur Mérignac, voilà qui ne répond en rien aux préoccupations du millier de salariés de la Sogerma, de ceux des entreprises sous-traitantes, de leurs familles, menacés par la fermeture déjà programmée de la Sogerma.

Villepin se vante d'avoir convoqué le PDG d'EADS, Arnaud Lagardère. Mais c'est pour la galerie. Quant à l'efficacité de son intervention, il suffit de se souvenir comment en septembre dernier il avait manifesté la même indignation feinte lors de l'annonce de la fermeture de l'usine Hewlett-Packard de Grenoble.

Et pendant ce temps là, la direction de la Sogerma avance ses pions. Dans l'usine, depuis une quinzaine de jours, une cellule de « mobilité » est à l' œuvre. Cette cellule fait du chantage aux salariés en leur proposant un poste, qui à Marignane, qui à Toulouse ou à Rochefort, à prendre tout de suite sans quoi il n'y en aurait pas d'autre !

Quant au déficit de 240 millions d'euros de la Sogerma, les dirigeants syndicaux ont expliqué qu'étaient comptés notamment dedans les 31 millions d'euros qui avaient servi pour le plan de suppressions de 190 emplois en 2005. Et des millions d'euros ont été engloutis dans l'aménagement à bas prix d'avions pour le Qatar, en échange de contrats juteux entre Airbus et ce riche émirat. Quoi qu'il en soit, le prétendu déficit reste très petit devant les bénéfices du groupe (1,7 milliard pour 2005) et devant les centaines de millions d'euros versées chaque année aux actionnaires, en premier lieu au groupe Lagardère.

Les salariés de Sogerma ont reçu le soutien des différents partis de gauche et d'extrême gauche, dont Lutte Ouvrière, qui s'est exprimé au cours d'une réunion publique dans laquelle est intervenue notamment notre camarade Nelly Malaty, conseillère municipale Lutte Ouvrière à Mérignac. Et les salariés continuent de sortir et de manifester leur refus des suppressions d'emplois : des manifestations sont prévues le 24 mai à Paris devant le siège d'EADS et le 3 juin dans les rues de Mérignac et de Bordeaux, en appelant la population à venir soutenir leur lutte. EADS a les moyens de maintenir tous les emplois.

Il faut pour cela prendre sur les profits !

Correspondant LO

• Dim – Autun (Saône-et-Loire)

Rassemblement contre le plan de licenciements

Mercredi 17 mai, les travailleurs de l'usine Dim-Playtex d'Autun ont débrayé deux heures et étaient près de 500 à manifester devant le bâtiment administratif. À Château-Chinon, les travailleurs ont bloqué leur entreprise toute la journée du mardi. Ils tenaient à montrer qu'ils n'acceptent pas le plan de la direction et ne sont pas prêts à se laisser faire.

Le groupe DBApparel a annoncé la suppression de 980 emplois en Europe, dont 450 en France pour le groupe Dim-Playtex. Il veut fermer l'usine de Château-Chinon, supprimer 96 emplois à Levallois et 220 postes à Autun sur les deux sites de production de la ville, qui est le siège historique de la marque. À Saint-Andoche, le secteur de la coupe (90 postes) disparaîtrait, de même que les secteurs de la teinture (48 postes) à Saint-Pantaléon. La Recherche et Développement perdrait 35 postes et le service Finance 14 postes.

DBApparel est l'ancien secteur lingerie du trust Sara Lee, qui avait racheté Dim en 1989. Déjà, après ce rachat, 21 sites ont fermé les uns après les autres, notamment dans la région ceux de Louhans, Gueugnon, Le Creusot et celui de Bourbon-Lancy en 2002. Les effectifs de Dim sont passés de 4 908 salariés en 1987 à 2 200 actuellement. Après avoir délocalisé de plus en plus la production en Roumanie, en Turquie et dans d'autres pays où les salaires sont misérables, le groupe prévoit maintenant d'acheter le produit fini à des filiales pour le revendre sur le marché européen.

DBApparel, à son tour, a été vendu à un fonds de pension l'an dernier. Cette revente a duré un an et demi. Les licenciements sont liés à un projet uniquement financier, annonçant des suppressions d'emplois pour rendre l'usine vendable à un plus haut prix.

Les travailleurs n'acceptent pas qu'on les prenne pour des Kleenex qu'on jette après usage, après qu'ils ont rapporté gros. Ils sont encore là et bien vivants, et ils n'ont pas dit leur dernier mot !

Correspondant LO

• Stora – Corbehem (Pas-de-Calais)

Les licencieurs vont-ils tomber sur un bec ?

Le jeudi 18 mai, la direction de Stora à Corbehem dans le Pas-de-Calais avait convoqué les délégués pour préparer l'ouverture du livre III, c'est-à-dire une nouvelle étape vers le licenciement de 600 travailleurs sur les 930 actuellement employés dans cette usine de fabrication de papier.

La direction pouvait penser que tout se passerait tranquillement pour elle. Elle a l'habitude d'une intersyndicale qui refuse de parler de luttes ou de revendications et qui se contente de vouloir racheter les deux machines qu'elle veut arrêter pour *« sauver le site industriel et préserver au moins 200 emplois sur les 600 »*. Cette intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC) s'est totalement investie dans une associations, « les géants de papier solidaires », le LGPS. Les délégués qui composent le LGPS ne discutent pas avec les travailleurs, mais passent beaucoup de temps en réunions avec les industriels, les politiques, les directeurs de supermarchés, les cabinets d'études, pour tenter de peaufiner un projet de fabrication de sacs en papier à base de chanvre pour les magasins. Ils font des stages de créateurs d'entreprise et tentent de convaincre les « décideurs » que leur projet est viable. Ils réclament auprès de Stora la possibilité de racheter les deux machines que l'usine veut arrêter.

Justement, Stora vient d'accepter cette revente pour douze millions d'euros. Le LGPS se dit prêt à payer, *« même si cela entraînera des frais supplémentaires »*, et envisage que des salariés licenciés investissent leur future prime de licenciement dans l'affaire. Un comble, puisque Stora comptait tout bonnement se débarrasser à la fois de deux machines et des travailleurs qui les faisaient tourner !

Mais le 18 mai, rien ne s'est passé comme le prévoyait la direction. Deux cents travailleurs ont arrêté les machines et quitté le travail. Il n'y avait pas d'appel des syndicats, qui demandaient trois semaines pour élaborer un cahier de revendications. Les travailleurs en ont rédigé un en deux heures et ils ont envahi la salle de réunion avec de grandes pancartes *« Ne bradez pas le plan social contre le LGPS »* et aussi pour réclamer *« 150 000 euros pour survivre »*, ce qui est leur revendication principale, car ils considèrent que Stora peut payer.

Et en effet, les profits de Stora sont en hausse de 60,5 % pour le premier semestre 2006. Ils se montent à plus de 194 millions d'euros. L'an dernier, le groupe Stora international a distribué 335 millions d'euros à ses actionnaires. Et alors même que le groupe licencie en France, en Finlande et au Canada, il investit cent millions d'euros pour construire une nouvelle usine en Chine.

Tout cela, les travailleurs le savent, certains d'entre eux ont formé un groupe qui a pris l'habitude de faire circuler les informations et de s'adresser à tous par tracts et par affiches. Ceux qui ont créé ce « Front de Libération Anti-Actionnaires », le FLAA, sont des travailleurs écœurés à l'idée que les actionnaires puissent les jeter à la rue aussi facilement. La plupart d'entre eux en veulent aux syndicats, qu'ils accusent de faire passer l'association et son projet avant leurs revendications. Mais ils ont en même temps l'espoir de peser sur les délégués pour les obliger à changer.

Ce n'est pas la première fois qu'un coup de colère se produit dans l'usine. Mais c'est la première fois que des revendications précises sont formulées, et que des travailleurs les expriment eux-mêmes directement face au directeur et aux représentants du groupe, mais aussi face aux délégués du personnel. Les choses sont peut-être en train de changer dans l'usine, et c'est tant mieux car il est temps : les licenciements sont prévus pour le mois de septembre.

Correspondant LO

• La Poste
Centre de chèques – Limoges

Ça ne passe toujours pas

C'est pour dénoncer les conditions de travail et revendiquer des effectifs que les employés du service Relations clients du centre de chèques de Limoges avaient décidé le vendredi 5 mai de « planter le commercial », c'est-à-dire de refuser de proposer les produits financiers et autres services payants de La Poste aux usagers qui, pour quelque raison que ce soit, appelaient.

Après plus d'une semaine sans « accroches commerciales » et après avoir refusé d'être reçus dix par dix, nous avons fini par obtenir que le directeur vienne nous rencontrer dans le service.

Les retards dans l'expédition des relevés de comptes ? Pas sa faute. Le temps, bien plus long que prévu, passé au téléphone ? Pas sa faute, car ses prédécesseurs ont mal dimensionné le service. Prévu en effet pour recevoir 1 600 appels d'usagers par jour, on en traite régulièrement plus de 2 000 et on est même monté deux fois à 3 700 tentatives de connexion, dont bien sûr près de la moitié n'ont pas abouti.

Après avoir rendu hommage à notre « sens des responsabilités » et nous avoir dit « combien il nous faisait confiance », il s'est contenté de nous proposer de « faire ce que l'on pouvait », en sachant quand même que « c'était ce travail qui nous faisait vivre ». Puis il a parlé de nous affecter quelques CDD, dont le nombre restait à déterminer.

Cela ne pouvait évidemment pas nous satisfaire, et après son départ, une assemblée générale du service votait la poursuite du boycott. Un affichage était alors fait pour rendre compte aux autres services.

Mardi 23 mai, après une entrevue entre les porte-parole du service, les représentants syndicaux et la direction, celle-ci n'embauchant que huit CDD (qui d'après elle, utilisés à 100 % au téléphone, comptent pour treize !) une AG a décidé de poursuivre le boycott des accroches commerciales.

Correspondant LO

• Cluses – Vallée d'Arve (Haute-Savoie)

« Compétitivité » sur le dos des travailleurs

Mardi 16 mai, près de 300 manifestants ont défilé à Cluses, en Haute-Savoie, en criant leur refus du nouveau plan de licenciements chez Cartier technologies. Ce plan prévoit la fermeture de l'usine de Marignier et aussi des licenciements sur le site de Cluses, ce qui fera au total 114 travailleurs jetés à la rue, soit le tiers des effectifs. Tout cela pour accroître encore les profits du groupe anglais Pressac (fournisseur de grands groupes de l'automobile, des télécommunications et de l'informatique). Ce groupe s'apprête à délocaliser les productions actuellement faites dans la vallée d'Arve.

La manifestation a traversé une zone industrielle, ainsi que la grosse cité HLM de la Sardagne, pour s'achever devant la mairie où la représentante de l'UL-CGT a dénoncé le gouvernement, qui proclame qu'il y a moins de chômeurs alors que chacun constate que, ne serait-ce que dans la vallée, les licenciements s'accumulent depuis plusieurs mois, par exemple à Briffaz, HPF Sécurité, Bouverat, Caux, Lisi Automotive.

Mais pour les patrons (qu'ils soient « locaux » ou grands groupes internationaux) ce n'est pas près d'être la misère puisqu'ils vont pouvoir compter sur les aides du « pôle de compétitivité », la vallée d'Arve étant encore le premier pôle mondial de décolletage. Comme on le voit une nouvelle fois, cette politique d'aide aux entreprises n'a guère de résultats positifs pour les travailleurs.

Correspondant LO

• Hôpital Belfort – Montbéliard

Un sale coup contre les services publics

Alors que le Centre hospitalier de Belfort et celui de Montbéliard sont engagés depuis cinq ans dans un processus de fusion, leur conseil d'administration, sous la houlette de l'ARH, l'Agence régionale d'hospitalisation, représentant le ministère de la Santé, vient de décider d'en exclure toute l'activité de psychiatrie.

Ces services de psychiatrie, où travaillent environ 250 salariés (de toutes les catégories de personnel hospitalier), seront confiés à une association de droit privé, officiellement « sans but lucratif », qui gère déjà l'important hôpital psychiatrique de Saint-Rémy dans le département voisin de Haute-Saône.

Depuis plusieurs semaines, une partie du personnel s'est mobilisée : les travailleurs refusent d'être « vendus », avec les bâtiments – pour un euro symbolique –, et voudraient sauvegarder une certaine qualité de travail, contre ce qui apparaît clairement comme une privatisation déguisée d'une partie importante du service public de santé dans la région.

Au dernier conseil d'administration (CA), le personnel est venu à une bonne cinquantaine manifester son refus de la privatisation, interpellant les élus locaux et la direction de l'hôpital, qui en étaient d'un seul coup tout bafouillants. Le CA, qui regroupe tous les « politiques » de droite comme de gauche de la région (Souvet, le sénateur-maire UMP de Montbéliard, Chevènement, etc.), a donc été animé.

Mais au bout du compte, à l'exception d'un élu local et des représentants du personnel, ceux qui s'étaient engagés devant le personnel à voter contre le projet de l'ARH se sont dégonflés hypocritement, et c'est une véritable union sacrée des politiciens de droite et de gauche, avec le représentant de l'ARH et la direction de l'hôpital, qui a entériné le transfert de la psychiatrie au privé.

Après ce sale coup, dans l'hôpital, d'autres services se demandent déjà « à qui le tour ? », et les plus grandes inquiétudes se font jour dans les services de personnes âgées, rééducation fonctionnelle, etc.

Alors peut-être faudra-t-il une nouvelle mobilisation et d'un plus grand nombre d'entre nous.

Correspondant LO

• Maty – Besançon

Derrière l'éclat des bijoux, des conditions de travail peu reluisantes

Jeudi 18 mai, une centaine de salariés sur les quatre cents employés de l'entreprise Maty à Besançon se mettaient en grève pour réclamer des augmentations de salaire à l'appel de FO.

Ils ne sont pas d'accord avec l'accord signé par les autres syndicats, CFDT, UNSA et CGC, prévoyant : 1 % d'augmentation, avec un minimum de 20 euros, pas de salaire inférieur à 1 250 euros brut et une prime de 170 euros – attribuée au prorata des heures travaillées, et il y a 30 % de temps partiels chez Maty.

Vendredi 19 mai, une nouvelle réunion a eu lieu, qui n'a rien donné de plus. Les grévistes ont décidé de manifester le samedi matin lors de l'inauguration du nouveau magasin Maty au centre-ville. Plusieurs dizaines de grévistes se sont donc retrouvés devant celui-ci, au grand dam de la direction. C'était l'occasion de discuter avec les clients et les passants, peu de personnes osant rentrer dans le magasin.

C'était l'occasion aussi de dénoncer les conditions de travail et la faiblesse des salaires dans cette entreprise spécialisée dans la vente de bijoux et de montres par correspondance, qui possède également des magasins à son nom.

Une vendeuse par téléphone, trente ans d'ancienneté a ainsi souligné : *« Je gagne 1 150 euros net pour un temps complet, dont 10 % d'ancienneté. Pour les nouvelles embauchées depuis 2001, il n'y a plus de prime d'ancienneté. »*

Cette grève est un événement chez Maty, c'est la deuxième depuis que l'entreprise existe. La dernière, déjà sur les salaires, a eu lieu en 2001. Les grévistes demandent 45 euros d'augmentation pour les salaires inférieurs à 2 000 euros, le chantage de la direction, qui parle de menace sur l'entreprise, ne prend pas. D'autant qu'il y a deux mois, à l'atelier de fabrication (la SFM, filiale de Maty), une grève de quatre jours a permis d'obtenir 52 euros brut d'augmentation.

Au ras-le-bol des bas salaires, s'ajoutent le mépris de l'encadrement et les conditions de travail avec des horaires d'une amplitude de 8 heures à 20 heures, le travail le samedi et en période de fête, une surveillance ininterrompue des chefs, les appels sur écoute...

Comme le dit une gréviste, *« nous faisons toujours le maximum, on ne veut pas couler l'entreprise, on rend service, mais c'est toujours à sens unique, on ne demande pourtant pas la lune... »*

Lundi 22 mars, le nombre de grévistes est resté stable, environ 80. La déclaration du directeur, disant que ce qui le rendait triste était que des mères n'auraient pas leur cadeau à temps pour la fête des mères, a fait monter la colère. Mais devant l'obstination de la direction à ne rien céder et l'opposition à la grève de trois syndicats de l'entreprise, le moral n'y était plus, et le lendemain matin la vingtaine de grévistes restants a décidé de reprendre le travail.

Correspondant LO

• Reclassement des chômeurs

Tirer du sang d'un caillou

L'Unedic a tiré le bilan de sa tentative de confier le reclassement d'un certain nombre de chômeurs de longue durée à des entreprises privées. L'Unedic avance que cette procédure lui aurait permis d'économiser 47,2 millions d'euros, correspondant aux allocations qu'elle n'a pas eu à verser.

Mais la CGT et FO donnent d'autres chiffres : 54 % des chômeurs confiés à ces agences privées (soit 7 013 personnes) auraient retrouvé du travail, dont moins de la moitié en CDI, ce qui n'améliore pas de beaucoup le score de l'Unedic, puisque 49 % des inscrits retrouvent de toute façon du travail. De plus, 55 % des personnes disent avoir trouvé leur nouvel emploi par leurs propres moyens, et seulement 18 % grâce aux services de l'agence privée.

Bref, le seul chiffre certain, c'est que l'Unedic a versé 23,2 millions d'euros à ces margoulins pour leurs « services aux chômeurs ».

Paul GALOIS

• Mittal Steel – Gandrange (Moselle)

Le coup de sang d'une poignée de travailleurs sous-traitants

Le jour du lancement officiel de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor, les travailleurs d'une entreprise sous-traitante de Mittal à Gandrange se mettaient en grève pour sauvegarder leur emploi.

Depuis six ans, l'entreprise Carradori assure la réfection du briquetage des poches contenant l'acier en fusion. Carradori ayant dénoncé le contrat avec Mittal depuis février, les neuf pocheurs, comme on les appelle, avaient posé leur candidature pour une embauche au sein de Mittal. Ayant plusieurs années d'expérience, ils pensaient que leur candidature serait retenue. Comme la plupart des sous-traitants, les pocheurs ont des salaires qui dépassent rarement le smic, le travail est particulièrement pénible et les maladies professionnelles courantes.

Mais après une batterie de tests chez Mittal, leur patron a annoncé qu'ils seraient licenciés à la fin du contrat. Cela a déclenché la grève, jeudi 18 mai, des neuf pocheurs, entraînant immédiatement le blocage de toute la production à l'aciérie. Aussitôt, les chefs de services Mittal, ceux de la sous-traitance, la direction de Carradori se donnaient rendez-vous à l'aciérie pour faire pression sur les grévistes. Les chefs faisaient les fanfarons en prétendant qu'ils allaient remplacer les grévistes. Mais devant les risques d'accidents, ils renoncèrent bien vite. De leur côté, les grévistes étaient soutenus par le personnel Mittal ainsi que par la CGT.

Un Comité d'entreprise (CE) était convoqué pour annoncer le lock-out d'une partie de l'usine. Mais, en plein délire journalistique à propos de l'OPA de Mittal sur Arcelor, la menace d'une conférence de presse des grévistes a fait réfléchir très vite la direction. Au CE, elle annonçait finalement la fermeture provisoire des laminoirs, si la grève continuait, et surtout elle annonçait que le personnel de Carradori aurait une place dans l'usine s'il en faisait la demande. Une proposition réitérée devant les grévistes.

Cela était ressenti comme une victoire pour ce petit groupe de travailleurs déterminés qui n'avait pas cédé face aux menaces. Et la rage que montrait une partie des cadres à cette annonce faisait plaisir aux travailleurs de Mittal solidaires des grévistes.

C'est le troisième débrayage en quelques semaines dans les entreprises sous-traitantes à Gandrange. Le luxe étalé par Mittal, troisième fortune mondiale, qui sort chaque jour des milliards supplémentaires pour s'offrir Arcelor, fait ressortir l'injustice des salaires et des conditions de travail de tous, en particulier des sous-traitants. Leur bataille boursière se fait en massacrant nos emplois, nos conditions de travail et nos salaires. Mais ça commence à bien faire !

Correspondant LO

• Renault – Flins (Yvelines)

Les travailleurs de Visteon en grève

À Flins, sur le site de l'usine Renault où se fabriquent la Clio et la Twingo, une trentaine de travailleurs, soit la grande majorité des employés de l'équipementier Visteon, sont en grève depuis plusieurs jours.

LO

Ils revendiquent 100 euros d'augmentation pour tous. Il faut dire que leurs salaires se montent, alors qu'ils travaillent en trois-huit, à 1 100 ou, au mieux, à 1 300 euros par mois. Dans le cadre du « site d'assemblage de proximité de Flins », hébergé dans le bâtiment M de l'usine Renault, les travailleurs de Visteon assemblent des panneaux de porte et des boucliers, livrés en « flux tendu », ainsi que des tableaux de bord et des intérieurs de portes, qui seront ensuite montés sur les véhicules, sans souci de transport ni délai de livraison pour le gros client qu'est Renault.

Visteon n'est pas non plus une PME ; même si le site de Flins est limité, le groupe Visteon, originaire du Michigan, n'a pas moins de trois sièges sociaux aux États-Unis, à Shanghaï et en Allemagne, 170 sites répartis dans vingt-quatre pays, et il emploie 50 000 ouvriers. Si le groupe, dont les principaux actionnaires sont les grandes banques Morgan Chase et Citigroup, a fait état de pertes en 2005, il affiche déjà au premier trimestre 2006 trois millions de dollars de bénéfices et envisage pour l'année 120 ou 150 millions.

Autrement dit, ça va bien pour Visteon qui, comme tous les patrons au monde, parle de restructurations et de coûts à écraser, à commencer par les salaires qu'il verse. D'ailleurs, la proposition qu'il fait aux travailleurs grévistes se résume à une augmentation de 1 %, soit à peu près 12 euros par mois.

La production que l'équipementier doit fournir à Renault a commencé à diminuer, bien sûr, même si le patron a ramené des cadres et des intérimaires sur qui il peut mieux faire pression. Le client Renault a même dû mobiliser des ingénieurs pour jouer les caristes et transporter les pièces produites !

Le mouvement de nos camarades de Visteon commence à être connu chez les Renault, leurs revendications sont bien entendu largement approuvées et leur détermination fait bien plaisir. Il ne manque plus qu'elles fassent tache d'huile, car les problèmes de salaires et de conditions de travail, tous les travailleurs de l'usine les connaissent. La balle est dans le camp de Visteon, mais aussi de la direction de Renault qui a tous les moyens de faire pression sur son fournisseur. À moins qu'elle n'attende que les employés des autres sous-traitants, comme Renosol qui effectue le nettoyage des cabines de peinture, et les travailleurs de Renault s'y mettent.

Correspondants LO

• SNCF - Ateliers de Quatre-Mares Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)

Les cheminots expulsent un cabinet privé

La direction de la SNCF utilise tous les moyens pour accroître la productivité des cheminots. Elle fait de plus en plus appel à des cabinets privés, qui viennent dans les établissements faire des audits et réorganiser la production. Cette fois-ci, son coup a manqué !

Aux ateliers de Quatre-Mares (ateliers qui réparent des locomotives diesel), elle a fait venir un cabinet anglais dans un atelier. Le but avoué était de réduire la durée d'immobilisation de certaines locomotives, la SNCF voulant les faire réparer en 39 jours au lieu de 45.

Les conditions de travail étant déjà de plus en plus dégradées, les choses ne peuvent évidemment pas s'améliorer avec l'augmentation des cadences. Pour faire passer la pilule, la direction a essayé de nous embobiner, expliquant que le cabinet privé en question était destiné aussi, selon le patron, à réaliser de meilleures conditions de travail.

Personne n'était dupe, mais pas grand-chose n'avait été organisé par les syndicats pour refuser la présence des représentants du cabinet privé.

Pourtant, jeudi 18 mai, une assemblée générale était organisée dans l'atelier et environ 200 cheminots y assistaient. Il était prévu de déposer une motion pour dénoncer les suppressions de postes et la politique de la SNCF. À la fin de l'assemblée, quelques cheminots demandaient à ce que tout le monde passe à l'action et mette à la porte vite fait bien fait ce cabinet privé. Un vote avait lieu et tout le monde était d'accord pour aller voir le patron de l'atelier et lui dire de congédier le cabinet. Celui-ci a bien sûr refusé et a essayé de manœuvrer. Selon lui, ce cabinet était là pour notre bien, etc.

Le ton est monté parmi les cheminots, qui sont tous partis à la recherche des gens du cabinet dans les ateliers et ont fini par les trouver dans une salle de réunion qu'ils ont envahie. Le ton a encore monté au vu de l'ordre du jour de la réunion sur un tableau noir. Il était écrit entre autres choses : *« Comment reprendre en main les agents ? »* Le patron de Quatre-Mares, arrivé en courant, a essayé de s'interposer, effaçant aussitôt le tableau pour que nous ne puissions pas lire. Mais c'était trop tard. Certains cheminots avaient déjà photographié l'inscription avec leurs portables...

Les deux membres du cabinet ont été évacués sous les huées des cheminots toujours plus nombreux, et emmenés par la direction pour les cacher dans un autre bâtiment, pensant qu'on allait se calmer. Eh bien non ! Nous les avons cherchés dans les bureaux et retrouvés confinés dans celui du sous-directeur ! Ils ont eu juste le temps de prendre leurs affaires personnelles avant de se retrouver à la rue tandis que tout le monde criait : *« Dehors, pas de ça chez nous, voleurs »*, et bien d'autres choses...

Aux ateliers de Quatre-Mares, la direction a donc passé une mauvaise journée. Quant aux cheminots, ils ont bien eu l'impression de marquer un point. Depuis, la direction a envoyé une « demande de concertation immédiate » aux organisations syndicales avec à l'ordre du jour « les événements du 18 mai ». À croire qu'elle n'a toujours pas digéré !

Correspondant LO

• Vittel et Contrexéville (Vosges)

La fin de la grève à Nestlé Waters

Un protocole d'accord a été signé le 18 mai chez Nestlé Waters, près de deux mois après le début du mouvement de grève contre la détérioration brutale des conditions de travail, qui a accompagné la restructuration en un « site Est » des deux usines d'embouteillage de Vittel et de Contrexéville distantes de quelques kilomètres.

Longtemps la direction avait refusé de discuter, espérant sans doute que le mouvement s'arrêterait rapidement de lui-même. Mais le ras-le-bol était profond et les travailleurs ont tenu bon. Chaque jour, ils faisaient deux heures de grève, parfois quatre heures, et il y a eu deux journées de grève totale.

C'est parce qu'il n'y avait plus de stocks que la direction a fini par accepter de discuter, d'autant qu'elle voyait l'intersyndicale CFDT-CGT-CFTC-FO recommencer une journée « usine morte » à la septième semaine de mouvement.

Et quand, le 10 mai, l'intersyndicale a soumis au vote les promesses orales de la direction, 415 travailleurs sur 485 votants (il y a 1 750 salariés sur l'ensemble des deux sites) se sont prononcés en faveur de la poursuite du mouvement.

Trois jours plus tard, la direction acceptait la quasi-totalité du cahier de revendications. Elle s'engageait à consacrer 500 000 euros à l'amélioration des postes de travail, à effectuer plus tôt que prévu une cinquantaine d'embauches et à appliquer les accords qu'elle avait signés l'an passé.

Mais, en ce qui concerne la réintégration de la travailleuse dont le licenciement avait déclenché le mouvement, les syndicats s'en tenaient à la procédure qu'ils avaient lancée auprès des prud'hommes.

L'arrêt du mouvement a été voté par une très grande majorité de grévistes, avec le sentiment d'avoir fait reculer la direction. Mais ça n'a pas été facile car il a fallu huit semaines de lutte simplement pour faire respecter des accords qui avaient été signés l'année dernière et la méfiance reste de mise.

Correspondant LO

• Formation pour adultes – Nantes

Les formateurs en grève

Le 17 mai, les personnels chargés de la formation professionnelle pour adultes étaient appelés par différents syndicats à une journée nationale d'action.

À Nantes, plusieurs dizaines de manifestants ont envahi les pelouses du Rectorat pour protester contre les restrictions budgétaires et les suppressions de postes. Parmi eux, des agents du Greta de Cholet qui avaient passé un communiqué dans la presse, malgré un courrier de leur proviseur leur conseillant vivement de ne pas faire de bruit pour ne pas ternir l'image de leur établissement !

Il n'y a en effet aucune raison de passer sous silence le désengagement financier de l'État dans ce domaine. Des organismes de formation qui bénéficiaient de l'aide publique, comme les Greta par exemple, se trouvent de plus en plus en difficulté. Leur situation s'aggrave également puisqu'au nom du recentrage sur ce qui est immédiatement rentable, certaines formations vont disparaître et les centres qui les dispensent courent le même risque. À cela s'ajoute le fait qu'ils se trouvent en concurrence avec des officines privées qui tirent sur les coûts et qui ont la faveur des employeurs privés mais aussi des administrations, conseils généraux ou régionaux, de gauche comme de droite d'ailleurs. Leur avenir est donc loin d'être assuré.

Le gouvernement fait de beaux discours sur la formation professionnelle censée faciliter un débouché sur l'emploi ; dans les faits, il s'en débarrasse.

Correspondant LO

• Saint-Gobain – Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle)

Encore un accident mortel

Dimanche 14 mai un contremaître électricien de l'usine Saint-Gobain PAM de Pont-à-Mousson a trouvé la mort au cours d'essais de mise en route sur la machine de centrifugation 8 mètres, spécialisée dans la fabrication des tuyaux de fonte de gros diamètres.

C'est en vérifiant le fonctionnement d'un chemin de câbles qui venait d'être réparé qu'il a eu la tête coincée entre les deux chariots d'approvisionnement de la machine. Il était seul sur l'un des chariots et, là où il se trouvait, son collègue qui était au pupitre de commande de la machine, avec lequel il communiquait par téléphone, ne pouvait pas le voir ! S'il y avait eu une troisième personne en vigie, le drame ne serait peut-être pas arrivé.

Mais les effectifs sont calculés au plus juste et il faut faire vite, la machine doit impérativement être opérationnelle le lundi car la production est au-dessus de toute autre considération. Comme une grosse commande de tuyaux de grands diamètres est en cours, pendant plusieurs mois la 8 mètres a même fonctionné le week-end avec une équipe de VSD.

La direction parle sans cesse de sécurité, mais les conditions qu'elle impose créent un contexte favorable aux accidents. Dans la série d'accidents qui se produisent régulièrement, un accident grave finit malheureusement par arriver. En 2004, à Pont-à-Mousson, un travailleur d'une entreprise de nettoyage avait été retrouvé mort étouffé sous une lourde porte sans que personne ait pu lui porter secours. La même année, à l'usine Saint-Gobain PAM de Foug, située à une trentaine de kilomètres, un dépanneur était mort écrasé par le vérin hydraulique d'une machine à faire des moules.

Le directeur de l'usine de Foug vient par ailleurs d'être condamné à trois mois de prison avec sursis et 5 500 euros d'amende pour un accident survenu en 2002 qui a handicapé à vie un travailleur d'une société de nettoyage, écrasé contre une poutrelle alors qu'il reculait avec un engin. Le sous-traitant et la société de location d'engins de chantier ont également été condamnés.

Ces vies brisées sont aussi le prix que paient les travailleurs pour la hausse continue des profits du groupe Saint-Gobain : 1,3 milliard d'euros de bénéfices net en 2005 et une hausse de 18 à 20 % attendue pour 2006.

Correspondant LO

• Centre de Formation du Bâtiment Clermont-Ferrand

Troisième semaine de grève

La grève au Centre de Formation du Bâtiment de Clermont-Ferrand est entrée dans sa troisième semaine. Elle a commencé le 4 mai après la réception, par deux formateurs, de convocation à un entretien préalable à des sanctions disciplinaires. Elle est suivie par la quasi-totalité du personnel enseignant qui proteste contre les avertissements disciplinaires qui, après les entretiens, ont été infligés et portés au dossier de deux d'entre eux.

Depuis des mois, les relations des formateurs avec certains de leurs élèves apprentis, âgés de 16 à 25 ans, ont connu des moments difficiles. Récemment deux apprentis sont allés jusqu'à insulter, bousculer et menacer deux formateurs. Et le fait que la directrice nommée par les patrons du bâtiment est en pleine crise d'autorité... contre les formateurs n'arrange évidemment pas les choses.

Cette directrice manie la démagogie, soutenue par l'employeur : le secrétaire général de la Fédération Française du BTP. Celui-ci ne supporte pas que nous défendions de meilleures conditions de travail tant pour les apprentis que pour nous. Il leur reste également en travers de la gorge le blocage de l'établissement par les apprentis pendant les journées de lutte contre le CPE !

Tous les jours, des actions sont décidées en assemblée générale par les grévistes, le but étant de faire savoir publiquement ce qui se passe. Le personnel d'entretien et administratif se joint à ces actions : délégation de grévistes au Conseil régional, qui subventionne en partie le CFA, manifestation devant et dans le siège régional de la fédération du BTP, peinture et affichage sur la façade du CFA et le tout répercuté régulièrement par l'ensemble des médias.

Les formateurs ne reprendront pas le travail tant que les sanctions ne seront pas levées. Ils veulent aussi obtenir la garantie que les cours puissent être assurés dans de bonnes conditions.

Correspondant local

Nos lecteurs écrivent

Grève à la médiathèque de Noisy-le-Grand

La médiathèque de Noisy-le-Grand a débrayé samedi 20 mai de 14 h 30 à 16 h 30 pour protester contre le harcèlement moral de la directrice.

Ce harcèlement a pris des proportions telles que les agents, soutenus par FO et la CGT, se sont unis pour dénoncer ces pratiques qui ont conduit au départ de quatre agents vers d'autres collectivités depuis le début de l'année et à la démission, en 2005, d'une jeune bibliothécaire lauréate du concours, après trois mois d'exercice de ses fonctions !

Les agents ont pu alerter la population sur la situation de cet équipement municipal : une gestion incohérente, une atmosphère de peur et de suspicion, une volonté délibérée de déstabiliser les équipes.

Quinze agents ont manifesté devant les portes de la médiathèque, en dépit des provocations et des tentatives d'intimidation de la directrice qui, faute d'autre soutien, a reçu l'appui de... sa famille !

Il faut croire qu'à la médiathèque de Noisy-le-Grand, les affaires se règlent en famille. Mais les agents en ont décidé autrement.

La Ville, pour l'instant, a décidé de faire appel à un audit pour régler la situation. Il semble que les témoignages produits par la majorité de l'équipe soient considérés comme indignes de foi. Peut-être la mairie croit-elle qu'il s'agit d'un complot contre la directrice ?

Malgré les craintes sensibles dans leur discours, les agents de la médiathèque se disent prêts à poursuivre la lutte jusqu'à ce que leur cause soit entendue.

Un agent de la Ville

• AZF – Toulouse

L'enquête sur l'explosion accable le groupe Total

Mardi 16 mai, les victimes de l'explosion de l'usine AZF étaient convoquées à la cour d'appel de Toulouse pour entendre les conclusions de l'enquête judiciaire. C'est le 21 septembre 2001, il y a presque cinq ans, que cette catastrophe a eu lieu, avec les conséquences dramatiques que l'on sait : trente morts, des milliers de blessés et un quartier durablement dévasté.

LO

Quand les riverains d'AZF se mobilisaient contre Total.

Les experts se sont succédé pendant plus de six heures et ont accumulé les preuves accablantes de la responsabilité de l'industriel dans ce drame. Ils ont étudié toutes les pistes, y compris les plus invraisemblables. Ils ont pu ainsi écarter définitivement l'hypothèse de l'attentat, puisque aucune trace d'explosif n'a pu être trouvée, ainsi qu'aucun dispositif de mise à feu. Ils ont écarté également l'hypothèse de l'arc électrique, les enregistrements de phénomènes électriques anormaux étant postérieurs à l'explosion.

Mais ils ont surtout reconstitué de façon très convaincante l'enchaînement des faits qui ont conduit à l'explosion, un sac de déchets contenant quelques kilos de dérivés chlorés ayant été déposé sur le tas de 300 tonnes d'ammonitrates vingt minutes avant l'explosion. À partir de ce mélange le phénomène chimique a été reconstitué en laboratoire et le film en a été projeté à l'audience.

Mais les experts sont allés plus loin. Ils ont fait l'historique des nombreuses catastrophes provoquées par l'explosion d'ammonitrates. Ils ont rappelé le danger que présentait le mélange d'ammonitrates et de dérivées chlorés. Ils ont rappelé que cette connaissance avait été progressivement oubliée à l'usine Grande Paroisse et ils ont multiplié les exemples d'inconscience criminelle, et ceci dans des termes très durs.

Le groupe Total récuse en bloc ces conclusions mais ne peut en contester valablement aucune. Et aujourd'hui, il n'est toujours pas mis en examen. Aucune collectivité territoriale, commune de Toulouse, conseil général, conseil régional, ne s'est portée partie civile. Et c'est là aujourd'hui le plus gros scandale : jusqu'à quand le pouvoir politique pourra-t-il ainsi bafouer les victimes, mais aussi les conclusions de l'enquête ?

Correspondant LO

• Port pétrolier – Givors (Rhône)

La négligence de total responsable de l'incendie

Samedi 25 mars, une cuve ayant contenu du fioul lourd avait explosé dans l'ancien port pétrolier de Givors, aujourd'hui propriété de Total. L'onde de choc avait été ressentie jusqu'au centre de la ville. Le résidu de goudron avait brûlé en produisant une épaisse fumée noire et il aurait fallu soixante pompiers pour l'éteindre et protéger les autres cuves. Heureusement, personne ne travaillait ce jour-là et il n'y avait pas eu de blessés.

Après avoir enquêté sur cet accident, la Drire (direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement) vient de rendre son rapport, qui est accablant pour Total : les procédures de sécurité n'ont pas été respectées et *« il y a eu des carences en terme de formation du personnel »*. C'est au procureur de décider d'éventuelles poursuites contre Total.

Ce rapport arrive à peu près en même temps que le rapport final des juges d'instruction et des experts ayant enquêté sur l'accident de l'usine AZF de Toulouse, qui conclut à un accident chimique dû à un non respect des consignes de sécurité. Mais Total, plutôt que d'en tirer les leçons, préfère nier ses responsabilités et continuer à mettre en danger la vie des travailleurs et des riverains.

Correspondant LO

• Nièvre

Deux fermetures d'entreprises en une semaine

Le 10 mai, la direction du groupe Stanley-Facom décidait 580 suppressions d'emplois en Europe. L'usine de Nevers-Saint-Eloi (134 ouvriers) devrait être fermée ainsi qu'une usine dans l'Eure et une autre en Angleterre. Des licenciements sont prévus en Italie.

L'usine Facom de Nevers, qui fabrique de l'outillage, existe depuis 1974 et a compté jusqu'à 250 personnes. Le groupe Facom a été racheté par le groupe Stanley en décembre 2005. L'usine de Saint-Eloi fait des bénéfices, mais la direction du groupe a décidé de *« réduire les coûts pour être compétitifs »*. Dans une lettre adressée à chaque ouvrier, la direction parle de *« rationaliser, optimiser, réduire les frais généraux »* et termine sa lettre de licenciement par un cynique *« Je vous remercie de votre compréhension »*.

Dans cette petite ville à côté de Nevers, le groupe Facom bénéficie d'une taxe professionnelle de 7 % (alors qu'elle est en moyenne de 15 %). Mais les aides aux entreprises n'ont jamais empêché celles-ci de licencier.

Dans la même région, les travailleurs ont eu l'annonce, faite par la direction du groupe DMApparel, regroupant les marques Dim et Playtex, de la suppression de 450 emplois en France avec la fermeture de l'usine de Château-Chinon dans la Nièvre qui compte 95 travailleurs.

L'usine DIM de Château-Chinon est la seule usine de la ville. Cela fait 45 ans qu'elle y est installée et il y a eu jusqu'à 500 travailleurs. Au cours des années, les travailleurs ont dû subir de nombreuses attaques des différentes directions qui se sont succédé. Travaillant en 2x8 dans les années 1980, les horaires sont passés en 3x8 puis en 4x8 et 5x8. Tous les jours fériés, sauf le 1er mai, étaient travaillés. Bien avant que la loi ne l'autorise, les ouvrières travaillaient la nuit. La modulation du temps de travail, avec période haute et période basse selon les nécessités de la production, a été imposée. En 2004, après la fermeture d'une usine en Angleterre, une commande de plusieurs millions de pièces était en attente. La direction imposa le report des vacances d'été pour faire la commande.

Il n'y a plus que 95 travailleurs chez DIM à Château-Chinon mais 34 millions de bas y sont fabriqués chaque année et le carnet de commandes est plein jusqu'en mai 2007. Les licenciements sont la conséquence de manœuvres spéculatives entre plusieurs groupes.

Dans la Nièvre plusieurs autres entreprises ont annoncé des licenciements : LOOK, Faurécia, ATB Selni, Euro Auto Hose... Cela pourrait faire au total près de 600 emplois supprimés.

La fermeture des entreprises DIM et Facom a été prise comme des coups de massue par les travailleurs qui ne s'y attendaient pas.

Le Conseil général de la Nièvre, dirigé par le Parti Socialiste, a organisé une réunion extraordinaire. Mais les appels à la Région et à l'État, les projets de plates-formes de tous les acteurs sociaux ou les demandes de moratoires sont les décisions habituelles prises quand il y a des plans de licenciements et elles n'ont jamais rien empêché. Alors, bien des travailleurs pensent que ça ne peut plus durer comme cela.

Une manifestation appelée par tous les syndicats doit avoir lieu le 1er juin pour protester contre ces fermetures d'entreprises, contre les licenciements et la baisse du niveau de vie. Souhaitons que ce ne soit que le début d'une riposte.

Correspondant LO

• Conseil municipal de Saint-Chamond (Loire)

Les employés communaux s'invitent au débat

Les employés communaux de Saint-Chamond, à l'appel de leur syndicat CGT, se sont invités à plusieurs dizaines au Conseil municipal du 16 mai pour faire savoir leur opposition aux propositions de la mairie concernant la prétendue « journée de solidarité avec les personnes âgées et les handicapés ». La mairie, dirigée par la droite UMP-UDF, leur proposait, pour ne pas imposer le lundi de Pentecôte travaillé, de diminuer d'un jour le contingent des jours de RTT.

Un syndicaliste rappela qu'en 2005 le lundi de Pentecôte, en principe travaillé, ne l'avait pas trop été : les employés l'avaient boycotté en prenant des récupérations ou en suivant le mot d'ordre de grève lancé par la CGT.

Les élus de l'opposition de gauche s'élevèrent tous contre le principe même de cette journée. Pour sa part, l'élu Lutte Ouvrière précisa : *« Cette mesure est une arnaque. D'abord parce que seuls les salariés sont sollicités. Les patrons, non seulement ne versent rien, mais récupèrent au passage 0,13 % de la masse salariale annuelle, ce qui n'est pas rien. Ensuite, ceux qui ont voté la loi, députés et sénateurs, ne donnent pas un centime de leurs indemnités. On attend toujours de savoir ce que devient l'argent recueilli sur le dos des salariés, car le sort des personnes âgées et des handicapés ne s'est pas amélioré pour autant. »*

Cette mesure antipopulaire a donc été votée par la majorité de droite, tout heureuse de s'abriter derrière le caractère légal, donc obligatoire à ses yeux, de cette mesure. Mais les employés communaux feront peut-être entendre un autre son de cloche.

Correspondant LO

• Serbie – Monténégro

L'indépendance pour le profit d'une petite clique dirigeante

Selon les résultats annoncés (87 % de participation, 55,4 % de « oui » pour se séparer de la Serbie), le référendum du 21 mai au Monténégro va aboutir à l'indépendance de ce pays de 700 000 habitants. L'État de Serbie-et-Monténégro, créé en 2003 sur les ruines de la Yougoslavie, n'aura donc existé que trois ans. Et rien ne dit que le processus de décomposition de l'ancien État fédéral yougoslave soit parvenu à son terme. Il pourrait même être réactivé, en une nouvelle réaction en chaîne des nationalismes et irrédentismes de toutes sortes dans une bonne partie de l'ex-Yougoslavie.

La décomposition de la Yougoslavie

Ce processus a commencé, en 1991, par la déclaration d'indépendance de la Slovénie, puis par celles de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, la guerre embrasant la région pendant plusieurs années et faisant des centaines de milliers de morts, essentiellement civils. Seule la Macédoine obtint alors son indépendance de façon pacifique. Mais la guerre la rattrapa en 2001. Des affrontements opposèrent alors la minorité albanaise aux autorités slaves, sur fond de sécession de fait de la majorité albanophone du Kosovo limitrophe, une province relevant en théorie de la Serbie.

Administré par l'ONU depuis l'intervention militaire occidentale contre la Serbie en 1999, le Kosovo réclame toujours que son indépendance de fait soit reconnue par les puissances occidentales, jusqu'alors réticentes. Les indépendantistes kosovars ne peuvent bien sûr qu'espérer tirer parti de l'éclatement de l'État serbo-monténégrin pour tenter d'amener les dirigeants européens à accepter, bon gré mal gré, un nouvel État sur le continent.

Mais ces mêmes dirigeants européens ont de bonnes raisons de craindre qu'un Kosovo indépendant déstabilise le fragile équilibre institutionnel mis en place, sous l'égide de l'ONU et de l'Union européenne, dans la Macédoine voisine après les affrontements de 2001. Et l'émergence d'un micro-État monténégrin pourrait avoir d'autres répercussions dans la région. À l'autre bout de la Serbie, la région autonome de Voïvodine, où existent une très forte minorité hongroise et diverses autres minorités nationales (croate, roumaine, ukrainienne, etc.), pourrait à son tour être affectée par cet « effet dominos ». Quant à la Bosnie-Herzégovine, séparée après une guerre civile atroce lors des accords de Dayton en une Fédération croato-musulmane et une République serbe, elle pourrait éclater en deux, sinon trois entités distinctes, non plus seulement de fait mais de droit.

Les grandes puissances impérialistes, au premier chef européennes, avaient, au tournant des années quatre-vingt-dix, soutenu des cliques rivales à la tête des différentes républiques yougoslaves. Cela n'avait pas peu contribué à faire éclater la Yougoslavie. Cela avait, du même coup, jeté les nombreux peuples entremêlés de cette région des Balkans dans une sanglante spirale de massacres.

Les appétits d'une petite clique

Ayant, par leurs intérêts égoïstes et leurs rivalités, aidé à déstabiliser cette partie du continent, les grandes puissances ont tenté par la suite de geler les rapports de forces, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine, au Monténégro. Dans ce dernier cas, l'Union européenne avait tenté d'imposer en 2003 aux dirigeants monténégrins le maintien d'un cadre commun avec la Serbie. Car, dès 1991, les dirigeants du Monténégro avaient, comme les autres cliques dirigeantes de Yougoslavie, cherché à tirer le plus grand parti de l'éclatement de l'État fédéral. En fait, Serbie-et-Monténégro ou pas, ils avaient de plus en plus joué leur propre carte. Dans la dernière période, ils avaient soutenu l'intervention armée de l'ONU contre la Serbie. Ils avaient dressé des douanes intérieures, avec des tarifs protectionnistes. Ils avaient créé leurs propres institutions indépendantes et refusaient de siéger dans un Parlement commun. C'est le mark allemand, puis l'euro qu'ils avaient choisis comme monnaie, afin de se distinguer du dinar serbe. Les dirigeants monténégrins avaient également négocié leur adhésion séparée de celle de la Serbie à l'Organisation mondiale du commerce, et ouvert leurs propres représentations commerciales à l'étranger.

Avoir l'exclusivité du contrôle des richesses nationales, et plus encore des trafics de drogue, d'armes, de tabac, d'êtres humains qui transitent par le littoral monténégrin, c'est cela d'abord qui explique la volonté des dirigeants monténégrins de se constituer en État indépendant.

L'adhésion à l'Union européenne qu'ils font miroiter, leur démagogie sur les petits pays qui, tels Monaco, le Luxembourg ou le Liechtenstein, seraient forcément prospères, cela c'est pour la galerie. Pour justifier leur indépendantisme, ils auraient en effet grand mal à inventer de façon crédible de fortes différences avec la Serbie quand les habitants du Monténégro, qui sont de langue et de culture serbes, savent que le royaume local d'avant 1918, très invoqué dans la campagne référendaire, n'était qu'une principauté serbe ayant échappé au joug ottoman. Mais ce qui a probablement été déterminant pour une majorité, pas bien grande, de l'électorat, c'est l'envie d'échapper à sa misère actuelle. Une misère qui résulte de l'effondrement de la Yougoslavie, mais aussi de la façon dont les autorités européennes continuent de traiter la Serbie, ou plutôt ses populations, en invoquant hypocritement les crimes indéniables des dirigeants serbes et en passant sous silence ceux de leurs homologues d'autres nationalités. Alors, évidemment, des électeurs monténégrins ont pu penser échapper à cela en rompant avec la Serbie.

Mais ils n'en auront pas rompu pour autant avec leurs dirigeants qui, à défaut de transformer le Monténégro, comme ils le promettent, en paradis pour touristes, en ont fait un petit paradis pour eux-mêmes. Et au rythme auquel ils privatisent l'économie, il pourrait bientôt ne plus rester grand-chose à voler dans le pays. Opérateur téléphonique, flotte ex-yougoslave, infrastructures de tourisme, rares industries... tout y passe. Et c'est tout un symbole qu'en 2005 les autorités aient ainsi vendu, pour 59 millions de dollars, les deux tiers du capital du seul géant industriel local, KAP, qui produit de l'aluminium et qui compte à lui seul pour moitié dans le produit intérieur brut du pays !

Pierre LAFFITTE

AFP

Un vote pour l'indépendance qui ne manquera pas d'engendrer des désillusions.

• Afghanistan

Les troupes impérialistes maintiennent l'état de guerre

Plus de deux cents morts en moins d'une semaine, voilà le récent et brutal bilan chiffré de la présence des troupes occidentales en Afghanistan. Les affrontements impliquent les contingents des armées d'occupation, forces américaines, britanniques, françaises, italiennes, turques et autres, présentes sur le terrain en leur propre nom ou en tant que membres de l'Isaf, la Force internationale d'assistance à la sécurité, placée sous commandement de l'OTAN.

Car c'est bien entendu toujours au nom de la « sécurité » que les 19 000 soldats américains ou les 10 000, prochainement 16 000, soldats de l'Isaf imposent leur présence sur la moitié environ du territoire afghan. Depuis le renversement du pouvoir des talibans en 2001, la « sécurité » et les conditions de vie quotidienne des trente millions d'Afghans ne se sont guère améliorées. Aux pressions de toute sorte et aux exactions menées par les milices aux ordres des différents seigneurs de la guerre qui se sont partagé de fait le territoire avec l'aide des États-Unis lorsque les talibans se sont trouvés écartés, à la présence des dizaines de milliers de militaires des troupes occidentales, s'ajoutent les opérations des talibans et les attentats suicides.

Le maintien des forces armées impérialistes dans le pays est censé garantir la survie du régime du président Karzaï, qui ne doit son « élection » qu'à la protection de ses puissants alliés. Mais la présence des troupes d'occupation pèse lourdement sur la population. Et en réalité cette présence aboutit à renforcer ceux qui apparaissent comme « rebelles », notamment les talibans. Elle ne fait qu'alimenter le désespoir de la population et permet à ces intégristes réactionnaires d'apparaître comme une solution à la débâcle humaine et économique que subit le pays.

Les États-Unis, confrontés au désaccord grandissant de leur opinion publique, envisagent le repli d'une petite partie de leurs troupes. En revanche les forces atlantiques, notamment françaises avec 900 hommes dans l'Isaf et 200 des forces spéciales, engagées à la frontière du Pakistan, continuent à déployer les leurs. La population, elle, n'a rien à en attendre.

Viviane LAFONT

Au sommaire de Lutte de Classe n° 97
(mai-juin 2006)

France
Contraint de reculer sur le CPE, déstabilisé par l'affaire Clearstream, le gouvernement fait la campagne du PS… ou de l'extrême droite

« Départements d'Outre-Mer »
19 mars 1946 - 19 mars 2006 : 60 ans de politique dite « d'assimilation »

Italie
Le retour du centre gauche, avec l'appui du grand patronat

Grande-Bretagne
Dix ans de privatisation dans les chemins de fer

Tribune
Réforme ou révolution… entre poire et fromage ?

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,53 euro

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 1009 I 85576